

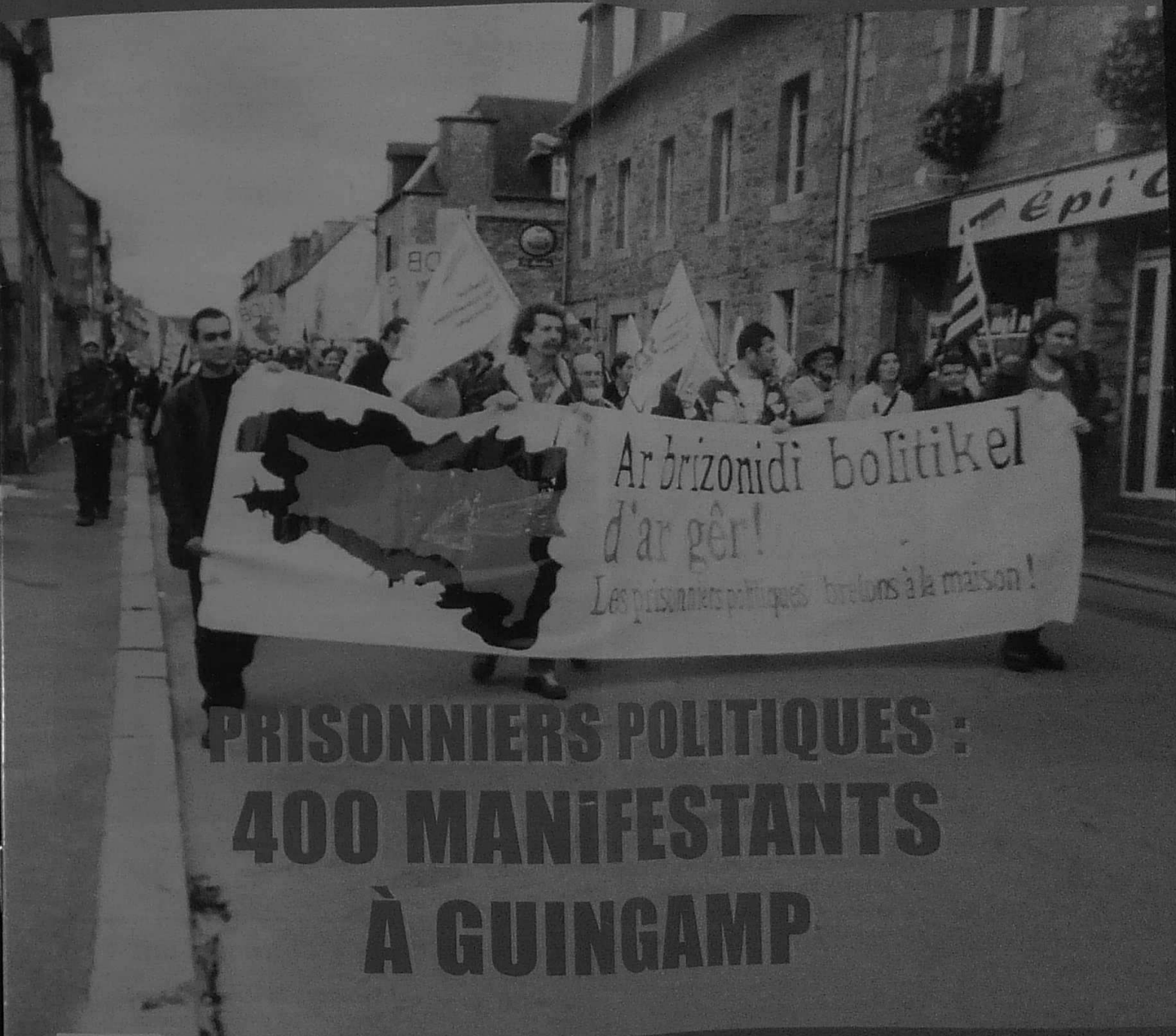
combat

Kazetenn Emgann
www.emgann.org

Niv. 214

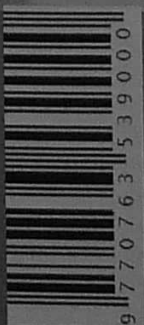
Miz Du 2003
3

breton



PRISONNIERS POLITIQUES : 400 MANIFESTANTS À GUINGAMP

**DILENNADEGOÙ 2004, p. 8-9
AUTODÉTERMINATION ET
COMMUNISME, p. 15-17**



→ 2 **STOURM**

emgann, pourquoi ?

Force est de constater qu'il existe en Bretagne, et ce malgré cinq siècles d'occupation et ce malgré une farouche volonté de l'état français de nier jusqu'à notre existence, un peuple breton.

Ce peuple est privé de ses droits démocratiques (en niant le droit à l'unité territoriale, le droit à parler sa langue, en occultant son histoire spécifique, en niant officiellement l'existence de notre peuple, en ne respectant pas son environnement...) et de ses droits nationaux (droit à s'administrer soi-même, droit à être représenté au plan international...).

A l'heure où plus que jamais les peuples subissent de plein fouet les effets du capitalisme le plus sauvage, nous réaffirmons la nécessité de construire, basée sur le partage des richesses, la justice sociale, la satisfaction des besoins réels de chacun et la solidarité internationale : **en clair une vraie démocratie de proximité en Bretagne.**

L'indépendance permettra au peuple breton de prendre en main son destin et garantira ses droits.

Le socialisme permettra au peuple breton de construire des rapports sociaux non basés sur la domination et l'exploitation.

C'est ce pourquoi **Emgann** (Mouvement de la gauche indépendantiste) lutte.

Dans ce cadre, **Emgann** (Mouvement de la gauche indépendantiste) contribuera, impulsera et participera à toutes les initiatives visant :

- à construire un pouvoir politique breton,
- à éveiller la conscience nationale du peuple breton,
- à satisfaire les besoins les plus immédiats des classes les plus défavorisées,
- à construire des liens, des échanges et des rapports économiques équitables et solidaires avec tous les peuples du monde en lutte pour la reconnaissance de leurs droits.

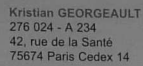


Emgann breton / gazetenn emgann
Strollad an tu kleiz evit Breizh dieub
BP 70215 - 22202 Gwengamp Cedex. www.emgann.org
 Aner ar gazetenn : **Denez Riou**
 Pennskrivagner : **Ronan Menardreau**
 Biskaper ha maketennañ gant **Combat Breton**
 Gwengamp : **Imprimerie de Gwengamp - Gwengamp**
 Chemenet bep miz. **CPPAP / N° 65664. ISSN : 07635392**
 Pep skrivagner zo kiriek d'e skridoù
 Ya d'ar brezhoneg

Adresses des prisonniers politiques bretons



Alain SOLE
 21135
 Maison d'arrêt de Nanterre
 133, Ave de la Commune de
 Paris - BP 1414
 92014 Nanterre Cedex



Kristian GEORGEAULT
 276 024 - A 234
 42, rue de la Santé
 75674 Paris Cedex 14



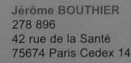
Paskal LAIZE
 274 740 F2 / 247
 42, rue de la Santé
 75674 Paris Cedex 14



Gaël ROBLIN
 273 196 - D1 / 121
 42, rue de la Santé
 75674 Paris Cedex 14



Stéphane PHILIPPE
 273209 - B 117
 42, rue de la Santé
 75674 Paris Cedex 14



Jérôme BOUTHIER
 278 896
 42, rue de la Santé
 75674 Paris Cedex 14

pennad-stur

Ronan Huon (1922-2003)

Emañ Ronan Huon o paouez mont da anaon, 25 bloaz goude Roparz Hemon. Stag-dizistag e chomo e anv ouz hini Al Liamm hag embannadurioù Al Liamm. E 1949 eo e oa deuet da rener ar gelaouenn yaouank-se goude un emglev gant Pêr Denez ha Pêr ar Bihan. O terehel gant erv lennegezh Gwalarn en deus kaset war-raok pouezusañ kelaouenn lennegezh vrezhonek eil hanterenn an 20th kantved a zo degouezhet en deiz a hiziv gant he niverenn 339. Gant embannadurioù Al Liamm eo bet dalc'het didorr heulhad Gwalarn hag embannet a vloaz da vloaz levrioù brezhonek a dalvoudegezh a zegase war-un-dro buhez spered ha feiz e dazont ar yezh hag al lennegezh. Ouzhpenn bezañ bet embanner, den a lennegezh hag a labour uhel hag ingal, eo bat ivez ur skrivagner a bouez. Mestr e oa war an danevell, desket gantañ gant skrivagnerien saoznek dreist-holl, ha mestroberannoù a gizidigezh vredel hag a aergelc'h tanav e vano e zaou zastumad "An irin glas" hag "Ur vouezh er vorenn". An dastumad barzhonegoù "Evidon va-unan" a zigor deomp ivez kalon an den hag ar stourmer. Rak ur stourmer kalonek eo bet Ronan Huon p'en deus dalc'het penn e bloavezhioù du goude ar brezal da hadañ an-dro ar goanag e kalon ar vrezhonegerien, morse n'en deus pleget d'an aezamant na d'an distlerded, o terehel d'ul live uhel a lennegezh, d'un engouestladur dibleg d'ar yezh unvan ha, kement-mañ ne oa ket an aesañ moarvat, en deus gant e bried savet o ziegezh e brezhoneg penn-da-benn. D'e vugale a zalc'h bremañ da gas ar gelaouenn Al Liamm war-raok, d'e bried ha d'e holl diegezh hor gourc'hemmoù a genañ.

KREñVAAT AN EMSKIANT VROADEL

Petra nevez a-benn 2004? Un nebeud darvoudoù a rankfe boueta an tabutoù hag ar preder politikel e Breizh. An dilennadeg "rannvro", diazezet war bevar departamant nemetken, a c'haller gwelout evel un nann darvoud. Rankout a reer anavez n'eus ket bet a azgoulennoù kreñv a-du gant ezhommoù broadel ha sokial pobl Vreizh betek-henn.. Ha n'eo ket klemmichadennoù pennoù bras an tu kleiz gall a lakao an traoù da cheñch. Hiziv an deiz e weler e peseurt stad emañ Breizh : tu dehou pe tu kleiz, e chom difiñv an traoù, ha ne vez ket diskoulmet ar c'hudennoù a sav. Arabat disofjal ivez eo bet bac'het ar brizonidi bolitikel pa oa an tu kleiz e penn an traoù.

Sklaeraat an traoù, embann savboent brogarourien an tu kleiz : setu pal un nebeud tud a'n em ginnigo dirak pobl Vreizh da vare an dilennadeg kanton. Ganto e vo lakaet war wel poentoù diazezh (unvaniezh an dachenn vroadel, brezhoneg ofisiel hag all) evit mont war-zu an dizalc'hidigezh sokial ha broadel. An holl re a-du gant seurt mennozhioù a rank dont d'hon c'hreñvaat. Bec'h dezhi!

A.G

adkoumanant - koumanant : réabonnement - abonnement

30 euro ar bloaz
 30 euros par an

Skoazell : 38 euro da vihanañ
 Soutien : 38 euros minimum

Anv/Nom
 Raganv/Prénom
 Chomlec'h/Adresse

Da gas da/A envoyer à : **EMGANN. BP 70215 - 22202 GWENGAMP CEDEX**
 Chekenn war anv **Combat Breton** - Chèques à l'ordre de **Combat Breton**

214

sommaire

- p 4-7 : Prizonidi
- p 8-9 : Dilennadegoù
- p 10 : Berr ha berr
- p 11-13 : Politikerezh
- p 14 : Berr ha berr
- p 15-17 : Preder
- p 18-19 : Etrebroadel
- p 20-21 : Sevenadur
- p 22 : Deizataer

éditorial

PRISONNIERS POLITIQUES : 400 MANIFESTANTS À GUINGAMP

Environ 400 personnes se sont retrouvées le 11 octobre à Guingamp afin de manifester en faveur des prisonniers politiques bretons. La manifestation avait été lancée à l'initiative de la CARB, et relayée par les organisations suivantes : le Collectif pour la démocratie et les droits de l'homme en Bretagne (ex appel de Karaz), le Collectif de femmes, Emgann, Skoazell Vreizh, l'UDB Kreiz-Breizh et l'UDB Treger Goelou. Arrivés devant le palais de justice de Guingamp, les manifestants ont pu contempler la manonnette à trois têtes représentant Chirac, Sarkozy et Perben brûler tranquillement, et entendre le texte suivant :

Eh bien bonjour à tous ! Nous voici donc devant la salle des fêtes de Gwengamp. Une salle chargée d'histoire qui, au fil des années, a su accueillir une foule de spectacles organisés par les militants Bretons. Alors ici, on se sent un peu à la maison, on sait que l'accueil est toujours de qualité, que tout est très bien organisé, que nos amis ne nous ont jamais rien au hasard. Les événements, caméscopes, les corps en tenue toujours prêts à venir pour nous protéger.

Alors si nous nous arrêtons ici, devant ce lieu privilégié, c'est pour le lancement officiel du grand jeu-concours CARB. Vous savez tous, vous qui vous êtes déplacés ici, que le grand pays des droits de l'homme qu'est la France se fait régulièrement condamner par la cour européenne des droits de l'homme à payer des sommes faramineuses, parce qu'elle est hors-la-loi, parce qu'elle viole les droits de l'homme.

Peu de gens parmi vous, pour ne pas dire personne, à part peut-être un célèbre moustachu du pays de Lorient à qui on ne la fait pas, peu de gens donc savent combien

d'argent cela représente. Alors, pour instruire le peuple, la Coordination Anti-Répressive de Bretagne, en collaboration avec le ministère de l'Justice, lance un grand concours de pronostics dont la question est la suivante : combien de fois la France sera condamnée par la cour européenne des droits de l'homme au cours de l'année 2003 (c'est-à-dire entre le 01/01 et le 31/12/2003) ? Question subsidiaire pour départager les gagnants : quelle est la somme totale de toutes les amendes cumulées pour la période 2003 ? (c'est toujours bon à savoir, c'est avec notre argent)

Et puis, comme on n'est pas chien à la CARB, on vous donne un indice : au jour d'aujourd'hui (depuis le 01/01/2003) la France ne s'est pas fait condamner 30 fois, la France ne s'est pas fait condamner 40 fois, non messieurs dames, tenez vous bien : la France s'est fait condamner 62 fois par la cour européenne des droits de l'homme. On peut l'applaudir, ça fait 2ème après la Turquie.

Surveillez bien les infos anti-répressives car, d'ici peu, un site internet va être ouvert sur lequel vous pourrez faire votre pronostic. Le concours sera clos officiellement début ou mi-décembre, et de véritables prix seront à gagner, lorsque nous aurons les résultats officiels le 31 décembre. Alors, n'hésitez pas à débuter car, comme disent nos confrères de La Française des Jeux, 100% des gagnants ont tenté leur chance.

Et comme cette journée est un peu spéciale, nous avons 3 invités de marque qui se sont spécialement déplacés pour l'occasion : Sarkozy, Perben et Chirac qui pour alerter l'opinion publique ont décidé de s'immoler par le feu. Ils ont été très touchés par les multiples courriers envoyés par la CARB, Skoazell Vreizh, le collectif de femmes, la Ligue Celtique, la

LDH Paris, Amnesty International, j'en passe et des meilleurs. Et ne croyez pas qu'ils soient restés indifférents. Ce sont des êtres humains, merde ! Ce sont avant tout des grands démocrates qui eux aussi sont attachés à la présomption d'innocence, au respect de la dignité humaine, à une justice qui soit la même pour tous, France d'en haut comme Bretagne d'en bas. En bref, des gens qui pensent que Liberté Egalité Fraternité ne doivent pas être des vains mots.

Mais rien n'est encore fait ! Il ne vous reste plus que quelques minutes pour voter. C'est vous qui décidez : pour sauver Nicolas tapez 1, pour sauver Dominique tapez 2, pour sauver Jakez tapez 3.

Et parce qu'ils ont un grand cœur nos 3 invités, ils ont décidé de faire une grosse faveur à nos 6 prisonniers, et de les laisser sortir exceptionnellement du château pour aller à la rencontre de leurs fans.

Vous reconnaîtrez aussi Marianne (la grande blonde là-bas) qui est là pour surveiller et veiller au respect des valeurs de la république. Ah, les valeurs de la république : ce souci d'une justice égale pour tous. Tellement égale qu'un préfet responsable de crimes contre l'humanité est dehors, qu'un fils de président responsable d'un trafic d'armes échappe de deux semaines de prison. Une justice indépendante que tant de pays nous envient : où un juge d'instruction écrit noir sur blanc que Gaël Roblin doit être maintenu en prison, pas parce qu'il est responsable d'actes délictueux, mais parce qu'il a eu et a encore une influence sur le mouvement indépendantiste breton. Une justice indépendante qui garde en prison Alain Solé quand le médecin de la prison en personne affirme que son état de santé est incompatible avec la



détention. Lui qui est devenu insulino-dépendant parce qu'il n'était pas soigné correctement en prison, lui qui a fait un coma diabétique, puis quelques mois plus tard un infarctus, et risque encore d'y laisser sa peau. Une justice qui en plus de condamner des prisonniers avant de les juger, condamne leurs familles en les emprisonnant à plus de 500 kms de leur domicile et en ne les autorisant qu'à 30 minutes à 3/4h de visite dans la journée.

Nicolas, Dominique et Jakez ne peuvent accepter cela. Ils ne peuvent rien y changer : on vient de vous expliquer que la justice est totalement indépendante. Mais ils ont décidé comme nous, de dénoncer ces abus de détention provisoire, sous une forme un peu particulière. Et on va les aider un peu. Mais on me signale à l'instant que personne n'a tapé 1, personne n'a tapé 2, et personne n'a tapé 3. Vous êtes vraiment des monstres ! (Nicolas, Dominique et Jakez s'immolent par le feu)

Nous tenons à remercier par avance tous les hommes et femmes politiques, qui comme lors de la dernière campagne électorale pour les législatives, devraient être nombreux dans les jours qui viennent à se sentir outrés par cet abus de détention provisoire. On ne salue pas assez leur courage.

Nous voulons aussi dédier cette journée à tous ceux qui ont cru que c'était une fête costumée. Nous avons une pensée émue pour eux, car d'ici un peu plus d'un an c'est un peu de Guingamp qui s'en ira, quand le commissariat fermera.

Tracasseries postales dénoncées par Stefan Philippe

Stefan Philippe a récemment écrit au porte-parole de la Coordination Anti-Répressive de Bretagne. Voici des extraits de ce courrier :

"Voilà que depuis quelques jours, on me retourne tous mes courriers de la poste de Sainte-Genève-des-Bois. Chaque courrier où j'inscris à l'extérieur de l'enveloppe 'prizoniad politikel breizhat' est systématiquement refusé et mis au rebut et porte la mention 'Inadmis ART.1 -IG III' du code de procédure de la Poste. Après avoir interrogé des camarades basques, corses et du GRAPO, ceci est identique pour eux. Après m'être entretenu avec le chef d'étage en poste, j'ai pu me procurer cet article de loi :

Art. 439
Objet de correspondance portant extérieurement des mentions injurieuses, des menaces ou des suscriptions contraires à l'ordre public... ou représentant le caractère d'un acte de propagande susceptible de porter atteinte à la sûreté de l'Etat.
non admis art. 439 IG.
FAX III

Donc après que l'Etat français ne veuille nous reconnaître le statut de prisonnier politique, c'est au tour de la poste dont apparemment un seul de ses agents suit le règlement à la lettre. Bien sûr chaque fois, les enveloppes sont oblitérées et tous ces timbres sont irrécupérables.

Stefan Philippe,

prisonnier politique breton

Un député UMP a rencontré Alain Solé

Le député UMP du Finistère Christian Ménard a rencontré, le 14 octobre, à la maison d'arrêt de Nanterre, Alain Solé, en détention provisoire depuis octobre 1999. "Sans prendre position sur les faits allégués (...) et face à des témoignages sur la dégradation de son état de santé, j'ai jugé utile de m'en assurer", explique le député dans un communiqué. Christian Ménard rappelle être déjà intervenu auprès du ministre de la Justice, Dominique Perben, en juillet 2002, puis début 2003, après qu'Alain Solé eut été victime d'un infarctus, nécessitant un triple pontage coronarien.

(d'après Ouest-France)

La LDH de Guingamp et les prisonniers politiques

La section de la Ligue des Droits de l'Homme (secteur de Guingamp et de Lannion) constate que des Bretons sont maintenus en détention provisoire, loin de leurs proches, dans la région parisienne, depuis, pour certains, plus de 4 ans. Ils sont poursuivis pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. L'instruction est pourtant close depuis plusieurs mois mais leur procès, qui devait avoir lieu à l'automne 2003 est repoussé à une date indéterminée.

La LDH qui a toujours condamné les attentats, d'où qu'ils viennent en régime démocratique, dénonce cependant la durée anormale de ces détentions provisoires et demande, à nouveau, la suppression des juridictions en vigueur.

La LDH rappelle :
- que tout citoyen doit être jugé dans des délais raisonnables et dans le respect du droit et des procédures, ce qui n'est pas le cas pour ces détenus.

- que tout prisonnier a droit aux soins correspondants à sa maladie et peut recevoir ses proches dans de bonnes conditions, ce qui n'est pas le cas pour ces détenus.

PROCÈS D'INTENTION

L'information est enfin tombée, un des deux procès de bretons devant la cour d'assises spéciale de Paris se déroulera du premier au 26 mars 2004 au même moment que les élections régionales. Hasard du calendrier ? C'est peu probable.

Les mêmes coïncidences se sont produites récemment en Corse où le procès de l'assassinat du préfet Enignac et le référendum sur l'avenir de l'île ont été intentionnellement couplés. Les promoteurs de tels montages, "procès politique - élection", spéculent sur l'impact émotionnel généré par des procès-spectacles. Ils prennent cependant des risques quand à la réussite de leurs manœuvres qui peuvent aussi se retourner contre eux. La seule conclusion que l'on puisse tirer à priori : en France, l'indépendance de la justice n'existe pas. Dans ce genre d'affaires, la justice est instrumentalisée par le pouvoir politique qui espère toujours en tirer un profit. Le doute n'est plus possible.

Nous ne sommes pas en Corse, la situation politique est totalement différente. Sans connaissance, chez nous en Bretagne, il n'y a pas de liste nationale et d'indépendantisme bretonne. Aux élections régionales de mars 2004 (21 et 28), il n'y a, non plus, aucun candidat nationaliste, et/ou indépendantiste sur les listes d'union déjà déclarées. Un procès peut-il avoir des effets néfastes sur une liste où l'on voit des régionalistes côtoyer des autonomistes et des altermondialistes ? Il est probable qu'ils se désisteront pour un parti français de leur choix au deuxième tour, sans doute en échange de quelques strapontins à l'occasion de futures échéances électorales. Cette stratégie des strapontins empêche les nationalistes d'approcher voire de soutenir ces listes de compromission qui n'offrent aucune perspective mobilisatrice. Ceux qui mettaient des espoirs de changement dans ces élections en

seront pour leurs frais. Une nouvelle fois, il n'y aura rien de nouveau à l'ouest.

Du retard à l'allumage

Malgré tous les différents efforts que nous avons fait pour démontrer que nos camarades emprisonnés étaient des prisonniers politiques, la majorité de l'emsv est restée sourde et aveugle à nos appels. Ce que l'on appelle communément le mouvement breton est resté muet. Encore quel ! Certains de ses membres notoirement connus ont participé ou aidé à la curée de l'après Quévert, dans l'urgence, sans réfléchir ni penser aux conséquences que cela pouvait avoir à long terme pour nos camarades mis en examen. A la veille de ce procès, il est encore temps qu'ils réagissent.

Il aura fallu que La Ligue des Droits de l'Homme française s'émeuve de la longueur des détentions plus préventives que provisoires et de quelques balafres faites au droit français. Il aura fallu qu'Amnesty International s'intéresse au sort d'un des prisonniers bretons gravement malade pour que, timidement, certains appellent au soutien. Ces soutiens tardifs sont humanitaires et ne peuvent avoir aucune incidence dans les futures campagnes électorales et résultats électoraux.

Dernier soutien de poids pour Alain Solé, il vient d'être visité par un député-médecin UMP du Finistère. En tant que médecin, il est bien placé, il sait de quoi il cause. Il va demander au ministre de la santé qu'une expertise médicale soit effectuée sur Alain

Solé. Dans le communiqué qu'il a remis à la presse, il insiste sur le fait qu'une expertise a déjà été ordonnée par la cour d'appel du parquet de Paris au mois de juillet mais pas encore effectuée depuis quatre mois. Les lenteurs de l'administration, sans aucun doute !

L'originalité et la pertinence de sa démarche viennent du fait que le député du Finistère "souhaite vivement que cette demande soit satisfaite rapidement et que cette expertise puisse être réalisée conjointement par un médecin vasculaire, un médecin endocrinologue, ainsi bien sûr qu'un médecin de l'administration pénitentiaire". Visiblement, il ne fait pas confiance à ses collègues de la pénitentiaire ou plus exactement de l'assistance publique dont les soins des détenus malades dépendent.

La droite et la gauche françaises brouillent les cartes

Quand un élu de "droite" exprime son soutien, même humanitaire, pour un prisonnier politique breton cela n'a aucune conséquence négative sur son électoral, il se peut même qu'il gagne quelques voix d'abstentionnistes habituels mais engagé dans le soutien aux prisonniers politiques.

Quand un élu de "gauche" a la même attitude, cela ne peut que lui faire perdre une partie de son électoral mais en aucun cas lui en faire gagner. C'est une des raisons pour lesquelles les élus de "gauche" n'éprouvent pas le besoin de nous aider publiquement même si quelquefois, ils le font par l'intermédiaire d'organismes

qu'ils contrôlent, telle la Ligue des Droits de l'Homme.

En 1981, quand la gauche française est arrivée au pouvoir, une de ses premières décisions a été de dissoudre la Cour de sûreté de l'état. Cette promesse électorale tenue, ne l'a pas été pour faire le ménage dans le droit français, en extraire une verve d'exception. Elle l'a fait simplement à des fins égalitaristes, un des fondements de la "France une et indivisible". Ceux qui croyaient le contraire à gauche" rêvaient, ceux qui défendaient une république plurielle avec des slogans tel que : "vivre et travailler au pays", "le droit à la différence", "autogestion" se sont vite fait écarter du pouvoir pour se retrouver au placard politique.

Dans cette France égalitariste (nivellatrice en réalité), il ne peut y avoir de prisonniers politiques. Il y a seulement des criminels, des délinquants et dans un souci d'égalité, peu importe leurs motivations, ils sont tous traités par le Droit Commun, voire par un **Droit Commun d'exception** en ce qui concerne nos camarades. Il ne peut plus y avoir de "crimes ou de délits" dictés par une idéologie, pour une cause, en fonction de critères politiques. Par contre, l'**instruction des affaires ne sera effectuée que par des juges spéciaux qui ne traitent que des affaires politiques et ils seront jugés par des cours d'assises spéciales complètement inféodées au pouvoir "égalitaire"**. Feue la cour de sûreté de l'état nous assurait par son existence même la reconnaissance d'un combat politique ou idéologique. Au moins les choses étaient claires.

M. Herjean

* ceux qui croyaient le contraire en Bretagne aussi. Les K A D (kuzul an distaoliadeg), par exemple, s'étaient trompés, même si la revendication était porteuse de mobilisation couplée avec la demande d'amnistie des prisonniers politiques. Nous étions quelques uns parmi les prisonniers politiques (une minorité) de l'époque à le leur faire savoir.

→ Carnac : les dardmes à côté de la plaque

Une plaque commémorative a été inaugurée le dimanche 5 octobre sur la mairie de Carnac en présence d'une bonne cinquantaine de personnes dont plusieurs représentants associatifs (les Amis du Marais, la Confédération Maritime, Merci Enika, Menhirs Libres, Engann, Huch, Bemdez, Holl a-gevral...) pour rappeler le triste anniversaire (1 an) de la charge violente des gardes mobiles lors d'une manifestation pacifique et familiale devant cette mairie.

On peut lire sur cette plaque : "D'ar Sadom 5 a viz Here 2002 e oa bet gloazel amañ manifesterien habask gant an archieñ c'hall dre urzh prefed Mor-Bihan.

Ici, le samedi 5 octobre 2002, plusieurs manifestants pacifiques ont été victimes de la violence de la gendarmerie française agissant sur ordre du préfet du Morbihan.

Pour l'évènement, le colonel de la gendarmerie de Lorient avait fait le déplacement et les services de l'intérieur avaient pris la précaution d'emporter du matériel dans la mairie pour filmer, à travers les fenêtres, les personnes rassemblées sur la place.

La gendarmerie a prévenu par ailleurs, qu'une plainte serait déposée pour dégradation du mur de la mairie (quelques points de colle) - menace à laquelle nous avons tenu à répondre que quelques points de colle sur un mur se réparent mieux que plusieurs points de suture sur des êtres humains. Notons que toutes les plaintes déposées à l'issue de la manifestation de l'année dernière contre les violences de la gendarmerie et de la préfecture ont été classées, quant à elles, sans suite.

Pendant les prises de parole des associations, il a été rappelé notamment l'abandon du projet initial, jugé illégal 3 mois après cette manifestation pour non respect de la loi "littoral". Il a été également évoqué les dérapages actuels dans la mise en place du nouveau projet de réaménagement des sites de Carnac. Cette dernière mouture succède à un simulateur de concertation et s'annonce encore plus lourde malgré les dires du ministre de la Culture et de l'ancien préfet matraqueur. Ainsi, à l'initiative

de Bemdez, une véritable concertation est désormais lancée.

Bemdez

→ Le conseil général du Morbihan soutient l'extrême-droite

Depuis plusieurs mois, des affiches de partis d'extrême-droite sont visibles sur la voie express entre Lorient et Vannes.

Ce matin (le 10 octobre, NDLR), ces affiches, délavées par les intempéries, avaient été recouvertes par celles de la Coordination Anti-Répressive de Bretagne rappelant l'existence de prisonniers politiques en France. Allaient-elles rester aussi longtemps que celles des partis d'extrême-droite ?

Non ! Dès cet après-midi, les équipes de la Direction Départementale de l'Équipement du Morbihan bloquaient une des voies rapides pour les retirer consciencieusement. Il apparaît donc clairement que certains messages sont plus gênants que d'autres aux yeux du Conseil Général du Morbihan.

Bemdez réclame la libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers politiques bretons.

Bemdez

→ Matignon : la gendarmerie fait la bombe

Un mouvement inconnu, "Strollad Breizh Dieub", a revendiqué auprès de France Bleu Breizh Izel un attentat perpétré dans la nuit du 1er au 2 octobre contre la gendarmerie de Matignon.

"L'attentat du 1er octobre contre la gendarmerie de Matignon est une riposte au maintien en détention des six otages bretons", précise ce mouvement dans une lettre.

La lettre de revendication se poursuit avec deux expressions en breton : "Bevet Breizh dieub ha sokialour" et "Quatre ans de détention : ra zo re".

Le parquet de Dinan a ouvert une enquête pour "dégradation de bien public", confiée au service régional de police judiciaire de Rennes.

(d'après Reuters)

2004, MON AMOUR

Les échéances électorales approchant, certains montent au créneau afin de présenter leurs listes. Le scrutin "régional" se déroulera dans une Bretagne amputée d'un cinquième de son territoire national. S'il est trop tôt pour connaître le contenu des différents programmes, les déclarations d'intention permettent déjà d'y voir plus clair.

Une liste de la gauche alternative, écologiste et bretonne aux élections régionales pour gagner la Région à gauche

Plus de 150 personnes se sont réunies le 27 septembre à Loudéac pour étudier les conditions d'une riposte politique efficace aux mauvais coups qui sont portés à la Bretagne et aux Bretons par la politique du gouvernement Raffarin et la passivité de l'équipe de Rohan au Conseil régional. Ces personnes sont des représentants de la société civile engagés sur les terrains social, environnemental et culturel, des élus locaux divers gauche et des militants de mouvements comme l'UDB et Frankiz Breizh.

Toutes ces personnes ont la volonté de construire une liste de la gauche alternative, écologiste et bretonne pour les élections régionales. Elles souhaitent construire cette liste avec les militants des Verts et des Alternatifs ainsi que des élus locaux et les militants qui se trouvent dans la

dynamique constructive de l'alternance. Avec pour objectif de gagner la Région à gauche.

Des initiatives seront prises pour aller à la rencontre des Bretons et construire avec eux une autre politique pour la Bretagne.

Mona Bras (conseillère municipale de Guingamp, représentante syndicale des aides à domicile), **Herri Gourmelen** (conseiller municipal de Saint-Malo, président de l'association des élus municipaux bretons), **Didier Goupil** (paysan bio, conseiller municipal de Sarzeau), **Jean Guéguénat** (conseiller municipal de Brest et vice-président de la Communauté urbaine de Brest), **Christian Guyonvarc'h** (maire-adjoint de Lorient), **Jean-Pierre Jeudy** (président de la communauté de communes du Poher), **Loïc Le Guillouzer** (maire de Trégastel), **Jean-Loup Le Cuff** (artiste sculpteur, président de l'association de protection du site de mémoire de Saint-Aubin-du-Cormier), **Annaig Le Gars** (maire-adjointe de Pluguffan), **Jo Le Guen** (rameur, président-fon-

dateur d'une association de protection des océans et de défense des gens de mer), **Céline Mary** (défenseuse du libre accès et de la préservation des sites mégalithiques de Carnac), **Pierre Morvan** (président d'un événement culturel, conseiller municipal de Paimpol), **Jedjiga Ouggad-Douillard** (psychologue clinicienne, ancienne présidente de l'association des Berbères de Nantes), **Christian Troadec** (maire de Carhaix).

Christian Guyonvarc'h
Christian Troadec
Communiqué du 30 septembre

D'autres mouvements ou organisations politiques ont aussi indiqué leur volonté de participer à ce scrutin : le Parti Breton (en refusant les alliances avec les partis français), Breizh 2004, émanation du Parti Fédéraliste, ainsi que le Mouvement Régionaliste de Bretagne (MRB, extrême droite).

CANTONALES : EMGANN ARRIVE

Emgann annonce qu'il soutiendra activement et participera à une entente de candidats bretons dans le cadre des élections cantonales de mars 2004. Cette entente sera composée de militants d'Emgann, de militants associatifs et de personnes non-encartées.

Conscient des enjeux et de la nécessité de mettre en place en Bretagne une véritable alternative bretonne dans un débat électoral encore malheureusement dominé par les seuls partis français pour qui la Bretagne (et quelle Bretagne ? Celle de Pétain ou celle façonnée par l'histoire et les Bretons ?) n'est qu'une région périphérique sans grand intérêt, nous avons décidé de soutenir des candidats et candidates défendant clairement les couleurs d'une Bretagne maîtresse de son destin dans les cantons suivants (liste provisoire) : Nort-sur-Erdre, Saint-Herblain Est, Quiberon-Carnac, Vannes

Ouest, Vannes Centre, Plouagat, Bourbric, Pont-Croix-Cap Sizun, Rennes-Nord.

Ainsi que Neuilly-Nord (France) où nous irons ouvertement défier M. Sarkozy (ministre de l'intérieur et maire-adjoint de Neuilly) et M. Pasqua (ancien ministre de l'intérieur et conseiller général sortant), symboles de la répression politique passée et présente menée par l'Etat français à l'encontre des derniers peuples colonisés de l'hexagone et notamment à l'encontre du Peuple Breton.

Les noms des candidats, parmi lesquels se trouve un élu, ainsi que thèmes principaux de cette campagne seront communiqués ultérieurement. Mais d'ores et déjà nous annonçons que ceux-ci mettront en avant les intérêts nationaux, économiques, sociaux, linguistiques, culturels, démocratiques et environnementaux de la Bretagne et du Peuple Breton.

ARABAT CHEÑCH UR DIWAN: SKIPAILH A GOLL STOURM AN IMPLIJIDI

Kabaliñ zo un dra vat da ober evit lakaat an emskiant vroadel da vont war-raok. Memestra eo gwelloc'h bezañ prest da embann un nebeud mennozhioù diazez, a glot gant ezhommoù mallusañ pobl Vreizh.



Un nebeud tud a seblant laouen e vefe savet ul listenn "rannvroelourien" evit an dilennadegoù "rannvro" a-benn miz Meurzh 2004. Dav eo deomp ansav n'omp ket ken laouen-se, ha meur a abeg zo. Ma seller a-dost eus ar gemennadenn skrivet amañ e-kichen, e weler emañ pell Yann eus e gazeg. Pelec'h ez eo meneget e vo mouezhiet en ur "rannvro" n'he deus netra da we lout gant hor bro? N'eus ket kaoz tamm ebet eus Liger-Atlantel, evel ma vefe anat bremañ ne vo ket adunvanet hor bro. Peseurt talvoudegezh reiñ d'ul listenn liv Breizh ganti, ma ne gemer ket e kont kudennoù a-seurt-se. Petra lavarout d'ar re zo o chom e Bro Naoned? Ne vefe ket bet gwelloc'h aozañ ur bojkott dre ma ne vo ket mouezhiet e Breizh a-bezh. Mat vefe ivez gouzout petra soñj ar C'HUAB diwar-benn an afer-se, ha sellout pizh e ken kaz en em gavie izili ar gevredigezh-se war al listenn.

An holl a oar ivez e peseurt stad distruj emañ ar brezhoneg, hor yezh vroadel. N'eus ger ebet diwar-benn hor yezh, ger ebet diwar-benn kudennoù ar skolioù brezhoneg, ger ebet evit embann krenn ha krak e ran-ker lakaat anezhi da vezañ ofisiel, da vezañ gwelet, klevet hag implijet er vuhez pemdez hag er vuhez foran. Memestra evit ar brizonidi bolitikel. Evel-just e c'hallfe bezañ torr-pen evit ar re a'n em ginnig, ha reoù zo anezho

a c'hallfe lavarout e pouezo ar prosez (raktreset etre ar 1añ hag ar 26 a viz Meurzh) war an dilennadegoù. Tamm ebet : ne vo broadelour ebet war al listenn. En tu all da se e weler e krog muioc'h-mui a dud da vezañ dedennet gant kudennoù ar brizonidi : goude pemp bloaz en toull e c'haller sellout ouzh ar gudenn gant sell gwirioù mab-den, ha disofañ ez eo bet bachel tud abalamour d'o mennozhioù politikel. Mont da gabaliñ evit lakaat ar "rannvro" da vont a-geiz. Ma ne vefe ken dister al live e c'hallfemp c'hoarziñ. Siwazh! Petra en deus degaset ar c'henlabour bet kroget muioc'h evit 20 vloaz' zo gant an tu kleiz gall? Tra ebet, kudennoù nemetken. Tra ebet da geñver Breizh, tra ebet da geñver ar cheñchamantoù ekonomikel. Ar re a c'halv dija da votiñ evit an tu kleiz gall evit an eil tro a ziskouez gwander o mennozhioù ha pilpouerezh o stourm. Da betra servij en em ginnig evit an dro gentañ en ur soñjal e vout skubet evit an eil? Seurt emzalc'hioù a zegas disoc'h'hoù resis hag anavezet mat : lakaat an dud da bellat eus kement azgoulienn bolitikel zo.

Hiziv an deiz eo sklaer an traoù, evit ar re a fell dezho sellout ouzh ar wirionez : sevel ur gwir gal-loud politikel e Breizh a dalvez troc'hañ kement liamm zo gant ar strolladoù politikel gall, hag en em ginnig evel m'emaomp : broadelourien a-geiz, ha mat peil'zo.

Gouzout mat a ra an holl emañ Diwan o klask argant evit diorren, hag evit ma vefe kemeret ul lodenn eus he dispignoù gant ar "rannvro", dreist-holl evit pezh a sell ouzh skolar ar Mor-Bihan pe kasourien an eil derez. Dav eo lavarout ne striv ket dilennidi Breizh, daoust d'o c'homzou flour a-du gant ar brezhoneg (dreist-holl da vare an dilennadegoù).



N'eo ket chomet difriv implijidi ar gevredigezh : d'ar 15 a viz Here int en em gavet e Gwened (ur c'han bennak anezho, lodenn vrasañ anezho o vezañ izili SLB, dre ma ne felle ket da CFDT Diwan kemer perzh, mui tud bugale skoliataet e Diwan) dirak burev ar "rannvro". Er memes koulz e oa izili burev diwan o tabutal e Roazhon. Met teknikel nemetken e oa an emvod. An implijidi o deus aloubet burevioù ar "rannvro" hag o deus aozet ur gentel deskadurezh keodedel diraz evit diskouez petra eo politike-rezh ar stad-c'hall da geñver ar yezhoù "bihan". Prometet o deus e tis-trofen : ar wech a zeu, n'eo ket sur e vefe ur gentel deskadurezh keodedel nemetken.

→ Energies renouvelables : au-delà des discours, des blocages

Hydrohelix Energies, une PME quimperoise qui développe un projet d'énergie renouvelable à partir des courants de marées, a adressé un courrier aux députés pour les alerter sur les retards pris par la France pour promouvoir cette technologie. Selon elle, EDF fait aussi barrage.

Ces dernières années, l'énergie éolienne et le solaire ont reçu un fort soutien public afin de diversifier les sources de production électrique. Pourtant, sur le terrain, force est de constater de grandes difficultés pour mobiliser l'administration, pour répondre aux engagements internationaux pris par la France dans le cadre du protocole de Kyoto, écrit Hervé Majastre et Jean-François Daviau, cogérants d'Hydrohelix Energies aux députés. Selon eux, "la France a manqué le développement industriel de l'éolien". Ils estiment, primordial de ne pas rater celui des technologies marines que d'autres états européens (Grande Bretagne, Norvège, Italie, Hollande) développent actuellement.

Entre les déclarations politiques et les modalités pratiques d'accompagnement, il y a un monde infranchissable, explique Hervé Majastre, se basant sur l'expérience vécue depuis plus de deux ans par Hydrohelix pour promouvoir la technologie d'utilisation des courants de marées sur la bande côtière.

Les dossiers qui se perdent l'année dernière du côté du ministère de l'industrie comme de la région pour qui le référent est EDF.

EDF nous barre la route, c'est notre concurrent, il est impliqué dans un projet anglais, ajoute Jean-François Daviau. Impossible dès lors de trouver une oreille attentive des pouvoirs publics si ce n'est d'élus locaux et de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), la seule agence à apporter un soutien.

C'est pourtant un potentiel pour la Bretagne qui peut permettre un développement économique majeur avec des emplois à la clé, affirment-ils.

(d'après Le Télégramme)

Hydrolix estime l'énergie tirée des courants marins à 10 GW soit 10% de la puissance électrique de la France. Trois sites principaux d'implantation sont privilégiés: la chaussée de Sein, le Fromveur, le raz Blanchard.

Plus de 23 ans d'âge ne peuvent plus entrer dans les ports de l'Union européenne. Le fuel n°2 doit être transporté dans des pétroliers à double coque.

→ Des mesures contre les bateaux-poubelles

Il aura fallu quasiment 4 ans après le naufrage de l'Enrika et l'impact médiatique du naufrage de Prestige pour que ces mesures de bon sens puissent être adoptées.

Le monde maritime et pétrolier a bien tenté de saborder ces initiatives de l'Union européenne. Le nouveau secrétaire général de l'OMI (Organisation Maritime Internationale), le grec Ethimios Mitropoulos, n'a pas attendu de prendre ses fonctions ce mois-ci pour critiquer ces solutions "régionales".

Que l'OMI réagisse et mette de l'ordre dans le transport maritime et les solutions resteront internationales. Qui se plaindrait que le transport maritime international soit mieux géré ? En tout cas, pas les populations locales qui subissent les marées noires, les dégazages, les déballastages. Face au laxisme de l'OMI, les USA pour ce qui concerne les marées noires et les eaux de ballast, l'Australie pour les eaux de ballast, pour ne citer qu'eux, ont mis en place des solutions nationales. (...)

On ne pourra pas à arriver au risque zéro. Mais déjà interdire de navigation des navires usés jusqu'à la corde était une nécessité absolue.

Point noir : les pays de l'Union européenne ne pourront pas interdire le passage à ces vieux bateaux dans la mesure où ils ne s'arrêtent pas en Europe. Exemple concret : un bateau du type Prestige qui chargerait du fuel n°2 à Riga en Lettonie pour le livrer à Singapour, pourra passer dans la Mer du Nord, dans la Manche, devant la Bretagne et le Cap Finistère en Galice. Cela s'appelle la liberté. La liberté de chacun s'arrête là où commence celle des autres.

L'OMI et quelques amateurs feraient bien d'y penser.

Keep it Blue

AGENCE BRETAGNE PRESSE

Pourquoi un autre site Web ?

Parce que ce site est une nouvelle formule, c'est votre agence, pas la nôtre, l'agence est juste un véhicule, un contenant vide à remplir ! Ouest France et le Télégramme en ligne sont devenus payants, et les autres médias basés en Bretagne ne seront pas forcément là demain. Même TV Breizh peut disparaître du jour au lendemain. L'internet, lui, ne disparaîtra jamais car il fut conçu pour justement survivre à tout.

Qu'est-ce que l'Agence Bretagne Presse ?

Une agence en ligne qui offre des nouvelles gratuitement en français, en breton ou en anglais en temps réel via le site Web ou via un abonnement à une newsletter. Le site accepte textes, photos, audio, et les video clips quand la bande passante sera suffisante pour tous dans quelques années. La qualité doit être acceptable pour tous les types de connexion. Le site présente aussi d'autres utilitaires comme des dictionnaires breton en lignes et des annuaires.

Pourquoi c'est gratuit ?

Parce qu'il n'y a pas de coût. Pas besoin non plus d'abattre des arbres pour faire du papier ! Les reporters seront les Bretons qui ont quelque chose à dire, à faire connaître ou à échanger.

Qui envoie les communiqués et les dépêches ?

Vous. Les entreprises, les collectivités territoriales, les associations culturelles, les groupes politiques et les particuliers qui œuvrent pour la Bretagne, sa culture et son développement ont la parole. L'agence se réserve le droit de refuser la publicité ciblée, les rumeurs, et les articles dont les sources seraient suspectes ou les faits non vérifiés.

www.agencebretagnepresse.com

FIN D'ANCIEN RÉGIME ET NÉCESSAIRE RÉVOLUTION

L'été que nous venons de vivre risque d'alimenter les conversations durant les (peut-être) froides journées d'hiver. Mais il semble qu'il faille nous y habituer. Cette vague de chaleur ne semble être que la prémisse du bouleversement climatique majeur à venir. Pas de fatalité naturelle dans cela. Simplement l'activité humaine industrielle et productiviste. Au-delà de cet épisode climatique, c'est tout notre système politique, économique et social qui doit être remis en cause.

F in d'ancien régime...

Si l'on peut comparer notre période à une autre, c'est à celle de la fin de l'ancien régime, avant 1789. Comme à l'époque, le système qu'il soit politique, économique ou social est bloqué. Se rajoute à cela le problème écologique qui rend nécessaire les changements si l'on ne veut pas que notre espèce ne disparaisse à terme de la surface de la planète (un juste retour des choses me direz-vous!).

Démocratie confisquée

Si l'on considère que la démocratie est le meilleur des systèmes ou comme le disait Churchill, le moins pire des systèmes alors, c'est aux hommes et femmes dans leur ensemble et dans leur diversité économique, sociale et culturelle de décider de leur avenir à travers ce que l'on nomme la politique. Le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple. Mais on est bien loin de cette réalité théorique.

La politique et donc la démocratie sont confisquées par ceux que l'on désigne aujourd'hui par le terme d'hommes politiques membre d'une classe sociale nouvelle, la classe politique. La démocratie se résume à des élections à intervalle régulier où populisme et démagogie se disputent le devant de la scène. Ou lors de grands moments de manifestations sociales, afin qu'ils aient encore l'impression d'être des citoyens dans une démocratie. Il existe ainsi les citoyens, c'est-à-dire ceux qui votent et à qui on

demande ensuite de se taire et d'accepter les décisions des élus. Les "citoyens" étant des êtres mineurs incapables de comprendre les véritables enjeux que seuls les hommes (et quelques femmes politiques) comprennent. La politique n'est donc pas l'affaire des "citoyens" mais de professionnels qui y trouvent en plus de nombreux avantages financiers. La politique est devenue un métier très



rentable. Le but n'est donc plus de défendre des idées mais de défendre son emploi en gagnant les élections. Peu importe si le taux d'abstention monte en flèche. L'essentiel est d'être réélu. Pour cela, on ne choquera surtout pas. On ne défendra surtout pas d'idées risquant de froisser ceux qui votent encore. On surfe sur le populisme, la démagogie. On fait des promesses totalement contradictoires et l'on passe au gré des enquêtes d'opinion d'une idéologie à une autre, tout en affirmant qu'on n'a évidemment pas changé d'objectif. Comme par exemple Chirac "travailliste à la française" en 1976, libéral en 1986, social en 1995, anti-européen en 1978, pro-Maastricht en 1992, eurosceptique en janvier 1995 et eurobât en octobre

de la même année" (1)

De la politique au spectacle

La majorité des partis sont eux-mêmes de simples entreprises dont le ou les produits à vendre est ou sont des individus capables dans une émission de variétés d'une bonne blague, de chanter le tube d'un chanteur populaire, mais surtout pas de parler politique, idéologie et projet de société. On est passé de la politique à un spectacle médiatiquement bien organisé, dans cette société du spectacle dont parlait Debord.

Les entreprises ne s'y sont pas trompées. Pour obtenir des marchés, celles-ci financent tous les partis, mais aussi de nombreux prétendants à une législature ou déjà en poste (comme le témoin de nombreuses affaires) qui peuvent leur apporter des bénéfices, du PCF au FN. Les campagnes électorales ne sont plus des moments de débats d'idées, mais de simples kermesses où les slogans deviennent minimalistes sans contenu et où les programmes sont si proches que plus personne n'en parle. On se cantonne aux petites phrases concernant un aspect physique. La campagne (car c'est un milieu particulièrement macho) devient argument publicitaire de campagne, comme les potiches des jeux télévisés. L'argent donné (en gage) par les entreprises coule à flot, permettant d'entretenir une vaste clientèle, comme à l'époque de la Rome antique. Les médias, eux-mêmes aux mains des grands groupes industriels et financiers et dont les journalistes

vedettes aux ordres car grassement rémunérés contre service rendu mais aussi idéologiquement d'accord, favorisent évidemment ce spectacle qui ne remet pas en cause le système établi. Ce sont donc quasiment toujours les mêmes qui sont interviewés et qui mêmes qui sont dévêtus les mêmes discours lénifiants. Le tout est évidemment complété par les sondages, dont les instituts sont des clients (et amis) assidus. "Ces bons docteurs du peuplé" sont les principaux conseillers des principaux partis français (c'est-à-dire du produit phare, le leader) afin de diriger les consommateurs (les électeurs). "Cette course à l'image finit logiquement par réduire le débat à l'essentiel" à savoir la couleur des costumes (comme "l'imminente" débat dans le camp socialiste sur les costumes de Jospin supposés trop tristes et mal coupés" au cours de l'été 2001) ou les atouts physiques (ainsi Chirac "pensa à Fillon - l'inénarrable ex-président de la région dite des pays de Loire parce que ministre - pour occuper le poste de secrétaire général du RPR. Son argument fut imparable : "Fillon réussira parce qu'il a une belle gueule et c'est essentiel en politique"). Les études ont pris la place des militants, des idéaux et projet politique pour l'élaboration des programmes qui se sont "logiquement transformés, sous l'influence de la nouvelle logique marketing en un catalogue de produits".

C'est ainsi qu'on a vu alors de la similitude de programmes de la majorité des partis. C'est le premier des deux plus importants : le PS et l'UMP. Les responsables de ces mouvements sont tellement pris dans leur jeu qu'ils ne sont même plus capables de comprendre par exemple les raisons du 21 avril 2002 et des taux d'abstention battant à chaque fois de nouveaux records. Qui aujourd'hui peut encore croire à l'alternance politique entre ces deux partis comme en 1981? Les socialistes n'ont plus de socialiste que le nom. Ils n'ont plus aucun projet de transformation de la société. Ou plutôt ils en ont un, qui va dans le sens du libéralisme. Oh bien sûr avec un peu de social à l'inverse de l'UMP, qui lui affiche clairement de pour quoi il est au pouvoir. Mais en fin de compte le résultat est à terme le même. Une société où les "citoyens" n'ont quasi-

ment aucun pouvoir de décision et où les hommes politiques ne sont que des gestionnaires ne voulant pour rien au monde contredire les "vérités" du capitalisme édictées par ceux dont ils sont aux services, les dirigeants des grands groupes économiques.



Des politiques dépolitisées

Les responsables politiques ont totalement démissionné. Ils le déclarent même. Qui ne se souvient pas de Jospin déclarant que l'on ne pouvait rien faire contre l'économie. L'économie capitaliste s'entend. Mais qui est responsable, sinon les principaux intéressés ? Ne sont-ce pas les dirigeants "socialistes" qui ont laissé entrer les loups dans la bergerie, alors même qu'ils étaient censés les combattre ? En 1983 avec le plan de rigueur et la déflation compétitive, en 1984 où "Laurent Fabius trouve un créneau pour commander aux entreprises nationalisées de se conformer au modèle du privé et de n'avoir plus comme objectif que la maximisation du profit" et en 1986 la déréglementation financière. Il en a été de même, voire bien pire, dans le reste de l'Europe. 17 ans plus tard comment s'étonner de la politique du gouvernement actuel ? Surtout quand son chef a été élu à 82 % comme le paragon de la liberté et de la justice sociale face à un populiste d'extrême droite ultra-libérale !

Economie de prédation La France d'en Bas (de l'échelle)

Le résultat est aujourd'hui un formidable accroissement des inégalités et de la misère. Même si l'on continue de nous répéter que vraiment il n'y a pas mieux que la France, la réalité est bien autre. Oh, bien sûr, ce n'est pas encore le Royaume-Uni... mais on s'en approche ! Des faits :

"12,5 % des salariés ne disposent que d'un statut précaire,

qu'ils soient intérimaires, apprentis ou surtout en contrat à durée déterminée, ce qui représente 2,7 millions de personnes. Cela signifie que toute une part de la population ne dispose que de revenus aléatoires, des horizons de vie de court terme, avec toutes ses contraintes en terme de ressources bien sûr, mais aussi de logement ou de vie de famille". Ainsi 1,3 million de travailleurs vivent dans un ménage dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté.

En réalité, la précarité s'est étendue bien au-delà des salariés en statut précaire. Certes, la très grande majorité des 4,5 millions de fonctionnaires disposent d'une garantie presque absolue d'emploi. Mais, parmi les 14 millions de salariés en contrat à durée indéterminée (les deux tiers des salariés) toute une partie sait qu'elle peut être licenciée du jour au lendemain ou presque, avec de faibles chances de retrouver rapidement un emploi. Cette incertitude sur l'avenir, qui pèse surtout sur les moins qualifiés, est l'une des transformations majeures de notre société". En France, en incluant ceux qui cherchent un CDD ou un temps partiel, on compte 3,6 millions de demandeurs d'emploi". Le taux de chômage des 15-29 ans atteint 17 %. Le taux de chômage des ouvriers et employés est deux fois plus important que celui des cadres. Le taux atteint 15,1 % pour les sans-diplômes contre 7,3 % pour ceux qui ont un diplôme supérieur à bac+2. Il est de 11,2 % pour les femmes (18,2 % chez les 15-29 ans) contre 8,8 % pour les hommes.

A propos des études, à 18 ans, près de trois enfants d'ouvriers sur 10 contre 5 % des enfants de cadres ont arrêté leurs études. Les universités françaises n'accueillent qu'une petite minorité des enfants d'employés et d'ouvriers (moins du quart des étudiants). Et qu'ils n'espèrent pas se former ensuite, le taux d'accès à la formation professionnelle étant croissant avec le niveau de diplôme : seuls 13 % de ceux qui n'avaient aucun diplôme ou au mieux le certificat d'étude primaire (30 % de la population étudiée) ont eu accès à la formation en 2000, contre 51 % des bacs + 3 (9,6 % de la population étudiée). Ceci rejait sur l'accès aux loisirs. Les deux tiers des sans diplôme ne sont

pas partis en congés d'été en 1999, contre 20 % des diplômés du supérieur.

Quant à la santé et l'espérance de vie ce n'est évidemment pas brillant : 11 % de personnes non couvertes dans les plus petites sociétés. Un ouvrier sur dix n'a pas de mutuelle, 18,9 % des employés avaient renoncé à des soins en 1998 (avant l'introduction de la couverture maladie universelle) contre 9 % des cadres. A 60 ans, tout le monde n'a pas autant à vivre. Quand les ouvriers peuvent espérer vivre jusqu'à 77 ans, les cadres peuvent compter jusqu'à 82,5 ans. Ces inégalités débouchent sur de grandes disparités en matière de retraites dont les cadres profitent beaucoup plus longtemps, alors même qu'ils ont souvent commencé à travailler plus tard...

Comment s'étonner qu'au moins 8 % des enfants, soit un million de jeunes, vivent dans la pauvreté en France.

E.B

amment la gestion complète du problème le coût est estimé à plusieurs milliards d'euros. Mais les dépenses ne se verront transférer que quelques milliards de recettes par l'Etat pour financer. Et difficile d'augmenter les impôts locaux (particulièrement le foncier) qui ont augmenté en moyenne de 4,5 %.

D'autre part selon le projet de loi de finances 2004, le financement du RMI sera assis sur une partie de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIIPP). Mais celle-ci a augmenté moins vite que le nombre d'allocataires et donc du nombre d'allocations versées. Conclusion : de nombreux conseils généraux vont certainement limiter drastiquement l'attribution du RMI. Quelle est la devise de la République française, devise inscrite sur tous les frontons des bâtiments officiels ? Ah oui liberté, égalité, fraternité. Les français ont décidément beaucoup d'humour !

→ Ar yalc'had daonet

Reuz bras e Douarnenez e miz Here. Petra zo kaoz? Ur yalc'had da Ziwan.

Pemzektez. Pemzektez evit ma tistrofe ar peoc'h e Douarnenez goude ar yalc'had (1000 euro) bet votet evit Diwan gant ar c'huzul kêr. Gant an istor-se e vo bet klevet abpe seurt traoù, reoù divalaz dreist-holl. Pa zivizas an ti-kêr reiñ argant da Ziwan (evel bep bloaz) e krogas an dud da'ha em enevañ. An Itron Pitevin (UMP) a embannas e votfe a-enep. Aboae he deus chalc'het all, sarisset. Gwir eo ez eus diennadegoù o tostaat. Gwelloc'h chom fur, neuze : e ken kaoz o defe soñj ar voterien eus he c'homzoù taer a-enep d'hor yezh vroadel. Ar pep spontusaz oa da zont : an aotrou Guigo, patre an MDC e Douarnenez a embannas ur penad er c'helaouennoù o iskizkouez pegen tagus e oa-eñ e gwirionez : herevaz e eo a-drugarez d'ar galleg ma'z eo deuet a-benn ar vretened da gutaat ar baourentez! Sklaer an traoù : ma ne vefemp ket bet trevadennet e vefemp chomet gouez, setu e rankomp

trugerekaat ar c'hallaoued da vevañ deuet da zegas sklerijenn deus ar Trugarez ivez evit o labour en Azia. En ebennad e venege ivez ar fed e oa gwelloc'h reiñ argant da Ziwan yezh, dre ma'zint skolioù ar republik. Ur bern tud a respontas dezhañ er c'helaouennoù, en o zouez kerent buagele skoliozaet e Diwan. Evit pezh a sell ouzh izili Emgann, kavet o deus gwelloc'h da ober : bet int o welout anezhañ evit lavarout dezhañ ar pezh a soñjet diwar-benn e destenn : n'eo daet ket c'hoant da gom da gaozeal ganto : gwir int bet o welout anezhañ ur sadorn da greisteiz, pa oa ur bern praktikou en e stal. Aboae e ya sañset da embann e pep lec'h eo bet taget vil gant ur broadelour Breizhat strizh e vennozhioù.

→ Nerzh nukleel : ar gwir da serrin hor beg

E.B

Ha klevet ho peus kaoz eus an HEPR? Ne rit ket bilh : goude an "tabut" (ya, ya, tabutoù zo bet aozet, pep hini a c'halle embann e soñj), eo bet degemeret an EPR gant an holl. An istor a grog d'ar 7 a viz here, pa gred Nicole Fontaine (hag hi maodier-nez an industriezh) embann e vo savet ur greizenn nukleel EPR (da lavaret eo ur greizenn nukleel boutin, gant muioch pa "surentez") evit 3 miliard e euroioù. Pa fell d'ar gouarnamant e kav argant... Siwazh! Mebann kement-all a c'halle bezañ danjerus : an deiz war-lerc'h e lavar Raffarin n'eo ket bet kemeret an diviz c'hoazh, ha e vo savet un tabut a-raok. Kement a dabutoù evit bezañ rediet da zegemeret dibaboù ar stad er fin! Met n'eo ket echu an istor. Pevard devezh war-lerc'h e embann EDF e gontoù. Kudenn ebet evit lobby an nerzh nukleel : ken evedus eo kreizennoù nukleel ar stad ken e c'hallont padout dek vloaz ouzhpenn! Lodenn vrasañ anezhañ a oa sañset padout tregont vloaz (en holl ez eus 19 kreizenn), hag o buhez zo bet atennet digudenn. Setu e diskoulmet ar gudenn : ma padont dek vloaz ouzhpenn, n'eus ket ezhomm da sevel kreizennoù EPR. Evit ar peurrest (dibab energiezhioù all, diskoulmet kudenn ar restajoù nukleel) e vo gwelet war-lerc'h. Pa vo amzer, ha pa vo bet gwerzhet an EPR er bed a-bezh.

→ Derrière le luxe du Queen Mary, une autre réalité

Le 25 septembre dernier la société LAVCO, sous-traitante des chantiers de l'Atlantique, déposait son bilan, mettant à la rue 300 salariés. Si les pratiques de cette entreprise dans la gestion de ses salariés sont proches de l'esclavage, les véritables responsables sont les dirigeants des Chantiers de l'Atlantique. Ceux-ci ont mis en place un véritable laboratoire du patronat d'exploitation des travailleurs et de la misère que le MEDEF et son exécutif, le gouvernement Chirac / Raffarin, tente d'appliquer à la société entière.

Ceci a consisté à mettre en place ce qu'ils appellent des montages exotiques à travers le recrutement d'une main d'œuvre à bas prix comme dans le cas des 230 travailleurs indiens d'AVCO. Mais aussi à travers une sous-traitance en cascade qui consiste pour un sous-traitant dit de premier rang à sous-traiter le marché à un sous-traitant de second rang... On va ainsi jusqu'au 7e rang. C'est ce qu'Alstom appelle CAP 21, c'est à dire réduire le coût de la construction d'un navire de 30 % par la sous-traitance. Ceci d'autant plus que ces "entreprises" emploient à 80 % des emplois précaires.

Ces pratiques ne sont pas à ALSTOM de tous les jours, les pots cassés. Mais il est regrettable que les dirigeants sont aussi responsables de la faillite de leur entreprise. Les dirigeants de ces grands groupes de l'Etat vont être sauvés par le "Etat" c'est à dire de la machine de la population dont il ne cesse d'aggraver les conditions de vie.

A noter malgré tout que les dirigeants d'Alstom ont de l'humour puisque le premier message qui apparaît sur la page du site internet de cette entreprise est : "I am looking for a job".

E.B

→ L'exception écologique française

On se rappelle du discours de Chirac lors du sommet de

Johannesbourg l'année passée où il avait selon Bachelot fait pleurer les chefs d'Etats grâce à son discours vibrant en faveur du développement durable et de l'écologie. Mais de même qu'intelligence ne rime pas avec cours. Une nouvelle fois les responsables de l'Etat français, ou prétendus tels, l'illustrent avec brio. Ceux-ci s'opposent au projet de règlement européen sur les produits chimiques qui vise à mettre en place des procédures d'examen des molécules et de leur niveau de toxicité sur la santé humaine. Pourquoi ? Parce que celui-ci ne va pas assez loin ? Que nenni et bien au contraire ! C'est parce qu'il risque, selon eux, d'être trop coûteux pour les industriels et présenterait "des menaces sur la compétitivité de l'industrie chimique". Sans commentaire.

E.B

→ De Rohan traité de père en fils depuis 500 ans

Une vingtaine de militants du Mouvement de la Gauche Indépendantiste s'est rassemblée devant le palais des congrès de Nantes jeudi 16 octobre en raison de la venue du Comte Josselin de Rohan, "président" de la "région" administrative dite de Bretagne. Il a été accueilli à sa descente de voiture par un vibrant "De Rohan fous le camp !" et une banderole où il a pu lire "De Rohan président virtuel d'une Bretagne amputée sans pouvoir, un parlement souverain dans une Bretagne réunifiée".

Les militants tenaient à lui rappeler d'une part que Nantes et la Loire-Atlantique sont en Bretagne et la Loire-Atlantique constitue sa partie la plus peuplée et la plus riche. D'autre part que son titre de président est purement symbolique car la Bretagne, outre le fait d'être privée d'1/5ième de son territoire, ne possède aucun pouvoir de décision. Josselin de Rohan n'est là que pour faire en sorte que rien ne bouge et que l'esprit même de Bretagne se dissolve à broyer les peuples et les identités. Il pourrait très bien être président du Centre Val de Loire ou du Poitou Charente, cela ne

E.B

changerait rien.

Cela ne fait que renforcer l'idée de la nécessité d'une unité politique stratégique des mouvements politiques et des militants non encartés bretons. Car seule l'existence d'un front populaire important peut permettre d'imposer un rapport de force positif. Mais il semble que les militants de la Gauche Indépendantiste soient malheureusement les seuls à être ouverts au débat sans mépris, sectarisme ou ostracisme et à mettre en avant la Bretagne plutôt que leur boutique.

→ A qui le tour ?

Après les baisses d'impôts sur le revenu qui ne bénéficiera qu'aux 6 % des ménages les plus aisés, aux déremboursement de nombreux médicaments dont les victimes sont les plus pauvres, à la réforme inique des retraites contre les travailleurs, à l'attaque contre les artistes, c'est aux chômeurs que ce gouvernement s'attaque. D'après François Fillon, ministre des Affaires sociales "on ne peut indemniser le chômage indéfiniment". Ainsi ce sont 180 000 personnes qui risquent d'être exclues de l'assurance chômage. Avec les conséquences que l'on connaît : augmentation de la misère et du désespoir. Mais aussi augmentation du travail au noir. Le MEDEF l'a révélé, Chirac / Raffarin l'ont fait.

Mais n'est-ce pas ce que veulent les prédateurs du MEDEF ? Une main d'œuvre corvéable à merci, prête à accepter toutes les conditions de travail.

Face à ce gouvernement simple commis-mercenaire du MEDEF une unité des luttes à travers toutes les diversités est aujourd'hui plus que nécessaire. C'est véritablement un combat pour un choix de société. Quel monde voulons nous donner à nos enfants ? Un monde barbare au détriment de la majorité de la population et au profit de quelques prédateurs inhumains dans un univers de plus en plus dégradé écologiquement ? Ou une société humaine permettant à tous et à toutes de vivre dans un environnement durable ?

E.B

LA LUTTE POUR LE DROIT A L'AUTODÉTERMINATION NATIONALE DANS LES PAYS IMPÉRIALISTES.

Dans l'article "la tête de mort" (cf. Combat Breton n° 206, mars 2003), Jean-Pierre Le Mat appelle les camarades d'Emgann (Le mouvement de la gauche indépendantiste de Bretagne) à encadrer leur lutte dans le temps (dans l'histoire) et dans l'espace (dans l'actuel contexte social et politique), donc à définir l'objectif de leur lutte : c'est-à-dire ce qu'ils veulent et pas seulement ce contre quoi ils luttent. Autrement dit, Jean-Pierre Le Mat les pousse à ne pas rester un parti de la subversion et à se transformer en vrai parti révolutionnaire.

Je suis un représentant du mouvement communiste italien. Je suis un des communistes qui luttent pour reconstruire un vrai parti communiste en Italie. Plus précisément, je suis membre de la commission préparatoire du congrès fondateur du (nouveau) Parti Communiste Italien. La bourgeoisie impérialiste italienne a à peu près les mêmes problèmes que la bourgeoisie des autres états européens. La crise générale du capitalisme avance et elle doit éliminer les droits et les conquêtes de civilisation et de bien-être que les masses populaires lui ont arraché au cours des 70 premières années du XXème siècle, pendant la première vague de la révolution prolétarienne. Les masses populaires s'opposent à cette élimination et la bourgeoisie impérialiste emploie tous les moyens dans la situation politique concrète du pays lui permet d'employer pour empêcher la formation des centres d'agrégation, de promotion, d'orientation, d'organisation et de direction de la résistance des masses populaires. Le mouvement communiste et le (nouveau) parti communiste italien sont donc frappés par des campagnes de répression qui se succèdent les unes après les autres.

Suite à la collaboration des autorités françaises avec les autorités italiennes, je suis prisonnier depuis le 23 juin à la maison d'arrêt de Paris-La Santé, tandis qu'un autre membre de la commission préparatoire est incarcéré à la maison d'arrêt de Fleury Merogis. A la Santé j'ai rencontré des prisonniers politiques bretons, corsés, basques et musulmans et j'ai pu mieux connaître le mouvement de la gauche indépendantiste bretonne. Historiquement, la prison est une école pour nous les communistes et les révolutionnaires, la répression pousse à développer la lutte anti-répressive. Donc, même si la bourgeoisie ne le veut pas, la contre-révolution aide au développement de la révolution, comme Marx le disait dans "Les luttes de classes en France, 1848-1850" : "... C'est seulement en faisant surgir une contre-révolution compacte, puissante, en se créant un adversaire et en le combattant que le parti de la subversion a pu enfin devenir un parti vraiment révolutionnaire".

Nous les communistes italiens, nous soutenons les luttes pour le droit à l'autodétermination nationale même dans les pays impérialistes. Pourquoi ? En répondant à cette question, on aborde implicitement les sujets posés par Jean-Pierre Le Mat. A mon avis la réponse peut intéresser les indépendantistes bretons et les communistes de France. Le droit à l'autodétermination nationale (qui, bien sûr, comprend le droit à la sécession et à constituer un état indépendant, il s'agit donc d'une chose tout à fait distincte de l'autonomie locale) est un des droits démocratiques des masses populaires. Or la défense et l'élargissement des droits démocratiques des masses populaires dans les pays impérialistes constituent un aspect incontournable de notre lutte pour créer

des nouveaux pays socialistes et pour avancer vers le communisme sous les drapeaux du socialisme. Pendant son essor et la construction de son système social en Europe occidentale, c'est-à-dire dans la période qui s'étire du XIIème jusqu'au XIXème siècle, la bourgeoisie a créé ses états nationaux. Poussée par les besoins de ses affaires et de ses échanges, la bourgeoisie a cherché à créer des marchés et des champs d'action toujours plus larges et à les transformer selon ses besoins. Elle a exploité l'héritage culturel et politique que l'histoire lui léguait pour éliminer les barrières entre populations et entre régions. Elle a exploité l'unité politique pour unifier les populations de grands territoires même sur le terrain de l'activité économique, de la langue, du droit civil et pénal, de la culture dans toutes les relations qui forment la "société civile".

D'une façon ou d'une autre elle a obligé des populations différentes entre elles à former une seule nation. Il est indéniable que les notions actuelles de l'Europe occidentale sont des formations économico-sociales bâties au cours de la période comprise entre le XIIème et le XIXème siècle. Cela doit être dit face à ceux qui pensent que les notions actuelles sont constituées par une liaison de sang (comme jadis les nobles pensaient que la noblesse était composée par des personnes de "sang bleu") ou par d'autres caractères naturels, psychologiques, physiques, mystiques qui remonteraient dans le passé lointain. En règle générale, les actuelles notions d'Europe Occidentale n'ont pas été formées par agrégation, fédération ou fusion des différentes populations. Bien au contraire, cela a été un processus de conquêtes, de soumissions, d'annexions, d'assimilations jusqu'à effacer la langue, les usages,

les coutumes et à dissoudre les réseaux locaux de relations en tous genres qui différencient la population d'une région par rapport à la population dont la bourgeoisie dirigeait le processus. Cette méthode collait bien à la nature du capital : le capital le plus fort soumet les capitaux plus faibles, il annexe leurs éléments composant (ouvriers, moyens de productions, ressources naturelles...) et les transforme selon ses besoins. La nature du capital réverbère sa lumière sur la formation des nations actuelles de l'Europe Occidentale comme sur tous les processus sociaux dirigés par la bourgeoisie. En plus, de ce côté-là, la nouvelle classe dirigeante collait très bien avec la tradition féodale de conquête et d'annexion, la favorisait et en élargissait le rayon d'action.

Ce n'est pas par hasard si jusqu'à la première guerre mondiale (1914-18), les intérêts dynastiques des familles royales européennes ont joué un rôle si important dans l'action des états bourgeois ! La création du système colonial et les guerres entre états nationaux européens qui ont ensanglanté l'Europe et le monde ont été les expressions les plus élevées et extrêmes de ce processus de conquête, d'expansion, de soumission, d'assimilation qui a créé les états nationaux de l'Europe Occidentale et qui a effacé si bien des variétés sociales qui existaient en Europe au commencement de ce siècle. Pour des raisons historiques, mais bien déterminées, même les territoires soumis aux puissances états nationaux européens, tels que les USA, l'Australie, le Canada, et les états de l'Amérique latine, il y a toujours de petites nations qui ont plus ou moins bien survécues à ce processus d'effacement de leur identité. Elles ont survécues assez longtemps pour que leur résistance ait rejoint la lutte croissante des masses populaires des grandes nations européennes et dérivées, des colonies et semi-colonies contre l'ordre social bourgeois et contre le système impérialiste dans lequel l'ordre social bourgeois a débouché.

Cette lutte montante est ce qu'on appelle le mouvement communiste. C'est la dénomination donnée dans l'idéologie allemande (1845-1846) par Marx et Engels au mouvement pratique qui transforme et dépasse l'ordre social bourgeois et porte

vers le communisme. Ils ont fondé la conscience de ce mouvement pratique : le mouvement communiste comme mouvement conscient et organisé. Le mouvement communiste par sa nature a besoin d'avoir cette expression consciente et ce moteur conscient constitué par les partis communistes. Il ne pourrait pas s'accomplir autrement. Le mouvement communiste a conduit les grandes masses populaires à accomplir pour la première fois dans toute l'histoire, une action politique autonome par rapport aux classes dominantes : nommément par rapport à la bourgeoisie et aux autres classes réactionnaires. Par conséquent, il a donné une nouvelle impulsion aussi à la résistance des petites nations qui n'avaient pas encore été effacées par le rouleau, dans le creuset, par le moulin de l'essor de la bourgeoisie.

A partir de cette conjonction, la résistance des petites nations à la bourgeoisie est devenue une lutte pour l'autodétermination nationale, tandis qu'avant, c'était une lutte pour revenir au passé ou pour le perpétuer. Elle a acquis un nouveau caractère créé par le contexte différent qui l'entourait (cela est un fait objectif, même si ses protagonistes n'en sont pas conscients), par les influences réciproques qui de toutes façons se sont réalisées et se réalisent entre les différents fronts de lutte contre l'ordre social bourgeois, par les liaisons mêmes organisationnelles et idéologiques qui se sont nouées entre les luttes des petites nations et les autres luttes qui forment le mouvement communiste. Ce n'est pas par hasard que les petites nations dont nous parlons s'éveillent à une nouvelle vie après la moitié du XIX^{ème} siècle et le commencement du XX^{ème} siècle, quand on entre dans l'époque des révolutions prolétariennes. Ce n'est pas par hasard que la lutte de ces petites nations pour leur survie cesse d'être une lutte dirigée par le clergé, la petite noblesse locale et d'autres classes et couches réactionnaires et cesse d'avoir comme perspective la conservation ou la restauration d'un monde révolu et qu'elle devient une lutte toujours plus placée sous la direction de la bourgeoisie nationale, des travailleurs autonomes (paysans et artisans) et des ouvriers dont la perspective subjective se tourne plus ou moins clairement vers la création

d'une nouvelle société nécessairement supérieure à la société bourgeoise.

Le mouvement de ces petites nations qui ont survécues au déluge bourgeois fait désormais parti du mouvement communiste en tant que mouvement pratique de subversion et de dépassement de la société bourgeoise. Quand le mouvement communiste (en tant que mouvement conscient et organisé c'est-à-dire en tant que partis et Internationale) a-t-il compris que la lutte pour l'autodétermination nationale des petites nations des pays impérialistes avait cette nouvelle caractéristique et qu'elle était partie de lui-même ? Grosso modo au commencement de l'époque impérialiste, lorsque l'époque des révolutions prolétariennes commence et que la classe ouvrière prend le rôle de diriger toutes les autres classes des masses populaires des pays impérialistes (et avant les travailleurs autonomes, les paysans) et de les guider à abattre l'état bourgeois, créer des pays socialistes et commencer en tant que pays socialistes à marcher vers le communisme. Dans la même période, le mouvement communiste assume comme composante de lui-même également la lutte des peuples des colonies et semi-colonies pour abattre le système colonial, la lutte des femmes pour leur émancipation, la lutte contre la discrimination raciale, etc. Tout cela fait parti du léninisme et donc du marxisme-léninisme, la seconde étape de la pensée communiste. Le mouvement communiste avait été dès son début sensible à la revendication de l'indépendance de la part de certaines nations opprimées.

La première internationale fut fondée (1864) lors d'une assemblée de soutien à l'indépendance de la Pologne. Marx et Engels appuyèrent toujours activement la lutte des Irlandais pour leur indépendance face à l'Angleterre. Mais jusqu'au début de l'époque impérialiste, le mouvement communiste appuyait ces luttes dans le sens que le mouvement communiste faisait partie du mouvement démocratique. En effet, son devoir principal alors, était de constituer la classe ouvrière comme classe distincte face aux autres classes de travailleurs, de marquer la différence entre la lutte pour son émancipation collective de la bourgeoisie par le dépassement du capitalisme face aux luttes plus ou

moins réactionnaires des autres classes de travailleurs et de doter la classe ouvrière de sa conception du monde et de son organisation : en synthèse d'asseoir les prémisses nécessaires pour que la classe ouvrière puisse prendre la direction de tout le mouvement populaire contre la bourgeoisie pour construire des pays socialistes. C'est seulement lorsque le mouvement communiste eut atteint sa maturité qu'il assumait en lui-même toutes les luttes contre l'ordre social bourgeois qui dès ce moment dans ce nouveau contexte, devinrent des luttes progressistes : elles ne cherchaient plus à faire revenir en arrière l'histoire mais contribuaient à porter les hommes vers le communisme : le débouché nécessaire, le seul débouché possible de la société bourgeoise. Entre temps, la bourgeoisie était devenue la classe dominante au niveau mondial, son ordre social était devenu la base principale commune sur laquelle s'appuyaient pour leur survivance toutes les vieilles institutions et tous les vieux instituts : l'oppression nationale, la discrimination raciale, l'oppression des femmes et des enfants, l'oppression coloniale, l'obscurantisme cléricale, toutes les forces, les institutions et les idées réactionnaires : du Vatican au royaume wahhabite, de l'Arabie au Dalai Lama.

Avec le léninisme, le mouvement communiste acquit la compréhension développée du fait que la lutte pour le droit à l'autodétermination nationale des petites nations non asséchées dans les pays impérialistes jusqu'à la sécession et la constitution d'un état indépendant est devenue un composant de la révolution prolétarienne au même titre que la lutte pour éliminer le système colonial et semi colonial, la lutte pour l'émancipation des femmes et des enfants, la lutte pour en finir avec la discrimination raciale, la lutte pour l'autonomie des communautés de base à tous les niveaux, toutes les luttes pour réaliser pratiquement les droits démocratiques des masses populaires, pour les élargir et pour pousser en avant leur participation à la gestion de la société. Dans son écrit de Juillet 1916 "Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles mêmes" Lénine résumait : " La révolution en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute

espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement - sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible - et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantasmes réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, objectivement ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, expropriar les trusts hais de tous (bien que pour des raisons différentes) et réaliser d'autres mesures dictatoriales, dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, laquelle ne s'épurera pas d'embûche, tant s'en faut, des scories petites-bourgeoises "

Les lois économiques du capitalisme poussent la bourgeoisie à fouler aux pieds les droits démocratiques des masses populaires

Dès ce moment, dans et au nom du mouvement communiste, il y a eu encore des prises de positions contraires au droit à l'autodétermination des petites nations des pays impérialistes, au même titre qu'il y a eu des prises de position de soutien à l'oppression coloniale (pour exemple les trotskistes dans les années 30 pro-nèrent l'occupation de la Chine par le Japon, le PCF dans les années 50 s'opposa à la guerre de libération nationale en Algérie, etc.) Mais il s'agit toujours de pas en arrière qui sur le plan théorique faisaient parti d'une plus large opposition au léninisme et d'une déviation du cours principal du mouvement communiste sur le plan pratique (le révisionnisme moderne, le trotskisme, le bordighisme, etc.)

On ne rappellera jamais assez que le Parti communiste français des années 20 et 30 soutenait activement le droit à l'autodétermination et les droits linguistiques des nations soumises à l'état français, au

point de défendre dans l'Humanité les poseurs de bombes bretons de Gwenn ha Du. Son évolution rétrograde jusqu'au chauvinisme français est bien à interpréter comme une victoire de la ligne bourgeoise en son sein. Les fauteurs de ces pas en arrière les ont justifiés au nom du développement des forces productives : l'oppression par de grandes nations impérialistes aurait été la condition nécessaire du développement économique des nations arriérées. Cette justification s'appuyait sur une interprétation du marxisme comme étant "une caricature de marxisme" et de l'"économisme impérialiste".

Les lois économiques du capitalisme poussent la bourgeoisie à fouler aux pieds les droits démocratiques des masses populaires. Selon les partisans de l'"économisme impérialiste", il ne faut pas mobiliser les masses populaires contre cette tendance de la bourgeoisie impérialiste parce que de toute façon il s'agirait d'une lutte sans issue. (Voir Lénine "A propos d'une caricature de marxisme" et "A propos de la brochure de Junius", 1916). Bien sûr, la direction bourgeoise de la société rend les relations internationales de plus en plus hostiles à l'indépendance et à l'autodétermination des nations, tout comme elle ronge et efface les droits démocratiques dans les relations sociales internes de chaque pays. Mais, cela ne signifie pas qu'il est absolument impossible de conquérir des victoires dans les deux domaines tout en restant dans le cadre de la société bourgeoise, toujours plus difficile oui, mais pas impossible. Cela signifie encore moins que les luttes des masses populaires dans ces domaines ne sont pas efficaces pour entraîner les masses populaires dans un mouvement pratique qui les mobilise et les éduque à la lutte révolutionnaire sous la direction de la classe ouvrière et de son parti communiste.*

Giuseppe Maj
(membre de la commission préparatoire du congrès fondateur du [nouveau] Parti Communiste Italien)
1er octobre 2003 - 54ème anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine.

* La suite de cet article sera publié dans le n° 215 de Combat Breton

SORTEZ-LES !

Une première au "pays des droits de l'homme" : une femme et deux enfants tchétchènes expulsés vers Moscou.

Mme T et ses deux enfants âgés de 6 et 7 ans, sont arrivés à Roissy Charles de Gaulle le 2 octobre 2003 en provenance de Moscou, à bord d'un avion à destination de Tunis faisant escale à Paris. A son arrivée à l'aéroport de Roissy, Mme T. a demandé l'asile politique. Elle a été conduite en zone d'attente où elle a été retenue avec ses enfants et où elle a eu un entretien avec un représentant du ministère des Affaires étrangères. Elle lui a expliqué les motifs de sa demande : la nuit du 15 septembre 2002, des hommes en uniforme, le visage masqué par une cagoule, ont fait irruption au domicile de son beau-père à Grozny où elle se trouvait avec son mari. Son mari et son beau-père ont alors été enlevés par ces hommes et comme elle a tenté de s'y opposer, elle a été frappée. Son beau-père a ensuite été retrouvé mort et son mari n'a plus jamais reparu. Elle a entrepris des recherches pour retrouver son mari en s'adressant à certaines militaires russes et en envoyant une lettre anonyme dans un journal. Ses enfants et elle-même étaient en danger de mort si elle continuait à résister.

Le 17 octobre 2003, il leur a été notifié la non-admission sur le territoire français au motif que leur demande d'asile était «manifestement infondée». Le représentant du ministère des Affaires étrangères a notamment considéré que les déclarations de Mme T. étaient émanées de précision notamment quant à l'identité des hommes qui auraient enlevé ses proches et à celle de la personne qui lui aurait envoyé la lettre de menaces». Il a aussi émis des doutes sur les circonstances de son voyage de Grozny à Moscou, alors qu'elle avait déclaré avoir pris un train pour Moscou depuis Grozny. Or, une telle ligne directe fonctionne effectivement, avec les horaires qu'elle a indiqués, et ce depuis le 9 novembre 2002.



Bienvenue à Grozny (photo : Stanley Greene / Vu)

L'avocate de Mme T, Maître Nathalie Vitel, a déposé un référé-liberté contre cette décision. Il était déjà trop tard, puisque le 9 octobre, Mme T. était emmenée de force, menottée, malgré ses protestations et la présence de deux petits enfants, vers l'avion de 9h25 à destination de Moscou. Il semble que le pilote ait tenté d'entrer en contact avec elle, mais en ait été empêché par des policiers. Les policiers français ont utilisé la violence et l'ont frappé.

Il est à noter que les policiers avaient déjà tenté de faire embarquer Mme T. le mercredi 8, malgré les dispositions légales imposant le respect du délai d'un jour franc avant tout rapatriement d'un étranger contre son gré. (...)

Vendredi 10 octobre, le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise a jugé irrecevable la requête de l'intéressée, la considérant sans objet puisque la mesure avait déjà été exécutée. Les autorités françaises sont-elles ignorantes des risques qu'elles font peser sur Mme T. et ses enfants ?

En Tchétchénie, ainsi que la FIDH le rappelait à la veille de l'élection du 5 octobre, le nombre de crimes commis contre la population civile est en augmentation, notamment les en-

lèvements et les disparitions forcées, les opérations ciblées prenant un caractère systématique et ostensiblement punitif. Les militaires russes et les collaborateurs des services secrets prennent maintenant pour cible non seulement les personnes soupçonnées de sympathie envers les groupements armés tchétchènes ou occupant une position civile active, mais aussi tous les membres de leurs familles.

Par ailleurs, sur l'ensemble du territoire russe et particulièrement dans les grandes villes comme Moscou, les Tchétchènes sont régulièrement l'objet de contrôles, d'arrestations, de détentions illégales et de mauvais traitements. Toutes les organisations des droits de l'homme, russes et internationales, ont régulièrement insisté sur le fait que les Tchétchènes ne pouvaient pas se considérer en sécurité sur le territoire de la Fédération de Russie.

Cette décision constitue donc un précédent extrêmement grave, d'autant qu'il s'inscrit dans un contexte préoccupant à plusieurs titres :

- le premier ministre français s'est rendu à Moscou et a réaffirmé la qualité des relations bilatérales, et ce au lendemain de l'élection de M. Kadyrov à la présidence de la

Tchétchénie, élection dénoncée comme une mascarade par toutes les organisations de droits de l'homme et que l'OSCE et le Conseil de l'Europe de l'Europe ont refusé de cautionner.

en France, au moment même où est discutée au parlement la nouvelle législation sur l'immigration, des menaces de plus en plus graves pèsent sur le droit d'asile. A plusieurs reprises ces derniers mois, des demandeurs d'asile tchétchènes ayant transité par la Jordanie avaient été sous le coup d'une notification similaire, mais la décision avait été contestée par le juge administratif et les requérants admis à présenter leur demande sur le territoire français. La décision d'expulsion vers la Russie signifie que l'arbitraire administratif n'épargne plus les ressortissants tchétchènes, à qui l'OFPPRA et la commission de recours des réfugiés a jusqu'alors accordé l'asile politique assez massivement.

Comment peut-on considérer a priori les demandes de ressortissants tchétchènes comme "manifestement infondées" alors même que l'on sait qu'elles auraient toutes les chances de déboucher sur l'obtention du statut de réfugié si ces demandes étaient examinées (selon la procédure normale) par l'OFPPRA. Il n'est pas acceptable que sous prétexte de contrôle des flux migratoires le ministère de l'Intérieur s'arroge le droit d'empêcher des demandeurs d'asile de parvenir jusqu'à l'OFPPRA.

Comité Tchétchénie, FIDH, ANAFE (organisation regroupant APSR, Amnesty international section française, Association des juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés, Avocats pour la défense des droits des étrangers, Cimade, Comède, Fasti, FGTE-CFDT, Fédération des syndicats de travailleurs du rail Solidaires, Unitaires et Démocratiques, Forum réfugiés, France terre d'asile, Gas, Gisti, LDH, migrations santé, MRAP, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la Magistrature, syndicat CFDT des personnels assurant un service air-france, syndicat CFDT des personnels assurant un service aéroport de paris, Syndicat des pilotes de l'aviation civile),

VICTOIRE POUR RADIO LENGA D'OC

Le CSA attribue une fréquence à Radio Lenga d'Oc : 99.7Mhz à Montpellier.

La très forte mobilisation des citoyens, des associations, le soutien apporté par les élus, l'écho donné par la presse à notre vis à vis du rejet de notre projet radiophonique a interpellé le CSA. Celui-ci a finalement pris en compte la légitimité de notre demande.

Lors de sa réunion du 30 Septembre, le CSA a répondu favorablement au nouveau dossier que nous avions déposé et nous a attribué l'autorisation d'émettre sur le 99.7 Mhz de la bande FM de l'agglomération de Montpellier. Une autorisation temporaire de 9 mois, que nous renouvelerons et qui nous permettra de faire entendre la couleur occitane à tous ceux qui ne peuvent nous suivre sur internet.

C'est une victoire pour toute l'équipe de Radio Lenga d'Oc qui n'a jamais baissé les bras et qui s'est battue pour faire reconnaître son travail, sa démarche, et le besoin et la nécessité d'un média radiophonique occitan sur la bande FM de l'Hérault.

C'est une victoire pour tous les acteurs de la dynamique occitane, militants, sympathisants, associations, enseignants, artistes... et pour tous ceux qui sont convaincus que le paysage radiophonique doit intégrer la langue et la culture occitane. C'est une victoire pour tous ceux qui nous ont soutenu au long des cinq mois de manifestations que nous avons menées de Décembre 2002 à Avril 2003. C'est une victoire pour tous ceux qui savent que la parole comme la pensée ne peut être unique.

Mais c'est une victoire qui rappelle que ce monde d'aujourd'hui et de demain, c'est à nous de le

construire, que nous avons notre mot à dire.

Cette bataille menée pour "le droit à la parole pour Radio Lenga d'Oc" n'est pas pour autant terminée. L'issue trouvée à ce conflit ne peut être une solution définitive. C'est un compromis, honorable pour tous, qui permettra d'aborder plus sereinement les questions qui demeurent : la place des radios associatives face aux pressions des systèmes commerciaux, la défaillance du service public vis-à-vis des langues et des cultures de France, l'espace nécessaire à l'expression occitane sur le territoire qui la concerne.

Pour 2006, le CSA envisage une planification des fréquences. Dès maintenant, nous disons qu'il faudra pour Radio Lenga d'Oc une fréquence permanente dotée d'une puissance suffisante pour couvrir l'espace de sa zone d'influence et chaque département devra bénéficier d'une fréquence occitane. Radio Lenga d'Oc a fait la preuve de ce besoin, de cette nécessité. (...)

Cette "victoire pour Radio Lenga d'Oc" n'est pas la fin de la partie. C'est une étape sur le chemin. Cet été, Radio Lenga d'Oc était sur le Larzac. Avec modestie, notre combat s'apparente à celui des paysans de 1973 et de 2003. Comme eux, nous nous battons pour vivre au pays, per garder la terra et le droit à la parole, per bastir un monde melhor.

Collectif de Soutien à Radio Lenga d'Oc
42 rue Adam de Craponne
34 000 Montpellier
Tel 04 67 58 30 47
info@radiolengadoc.com

Kazetennoù e brezhoneg evit ar re yaouank, kinniget gant Keit Vimp Bev

Rouzig : ur gazetenn istorioù evit ar re vihanaf. Da lenn e-unan pe gant sikour ar gerent. Kontadennoù ha c'hoarioù bep miz er ger. (4-7 vloaz)

Louarnig : ur gazetenn evit ar re gurus, a fell dezho dizoloiñ ar bed, dre dielloù-skrid diwar-benn an natur, al loened, an istor, ar skiantoù, buhez an dud. Ha kontadennoù ha c'hoarioù, evel-just. (8-12 vloaz)

Meuriad : bannoù-treset, c'hoarioù, romantioù-foto, fent, skiant-faltzai pe droioù-kare... setu ar pezh a gaver er gelaouenn. (adalek 12 vloaz)

Evit koumanantiñ :
50 euro / bloaz ar gazetenn
80 euro / bloaz evit div gazetenn
120 euro / bloaz evit an tair.
Trezvankadennoù adalek 4 euro / miz.
Chekennoù war anv Keit Vimp Bev.
Kasit hoc'h anv, anv-bihan ha chomlec'h da :
Keit Vimp Bev
22 grand rue
29520 Laz
pgz : 02 98 26 81 39
plr : 02 98 25 80 35
keit-vimp-bev@wanadoo.fr

Deservadeg brezhoneg : stajoù amzer gant Roudour

Miz Kerzu 2003, An Uhelgoad :
Liveoù 2 ha 3, etre ar 1añ hag ar 5.
Liveoù 0, 1, 2 : etre an 8 hag an 12, hag etre ar 15 hag an 19

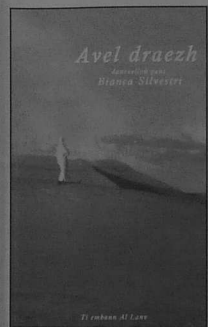
Miz Genver 2004, An Uhelgoad :
Liveoù 1, 2 : etre ar 5 hag an 9
Liveoù 1, 2, 3 : etre an 12 hag an 16
Liveoù 2, 3 : etre an 19 hag an 23
Liveoù 1 ha 2 : etre ar 26 hag an 30

Priz : stummadur micherel : 336 euro
Dre zen : 170 euro.
Evit gouzout hiroc'h :
Roudour

BP 24
Hent Berrien
29690 An Uhelgoad
pgz : 02 98 99 75 81
plr : 02 98 99 76 01
roudour@free.fr

Avel drazh gant Bianca Silvestri, lakaet e brezhoneg gant Aline Gleoneg - embannet gant Al Lanv - 80 pajenn - 6, 5 euro

Peseurt kempouez a c'haller kavout etre an hengoun hag ar vodernelezh? Etre an eürusted hag an anken? Peseurt darrempredoù a c'hall bezañ etre ar remziadoù? Petra zo kuzhet e don pep boud? Hag eñvorenenn ar yaouankiz zo bravoc'h eget ar yaouankiz heunan? Sed ar seurt goulennoù a vez savet el levr-mañ, mesket ennañ ar gwirvoud hag ar faltzai, ha skrivet en ur stil gweñ ha pizh war un dro.
E stalioù ar vro, pe gant Kuzul ar brezhoneg :
Kuzul ar Brezhoneg
14, straed Louzaouenn an hañv
22300 Lannuon
kab@brezhoneg.org



E 2003-2003
Live 1 ha 2 : 17-21 a viz Du 2003, 9-14 a viz C'hwevrer 2004, 7-11 a viz Even, 6-10 a viz Kerzu.
Live 3 ha 4 : 22-26 a viz Meurzh 2004, 20-24 a viz Gwengolo.

Hag ur staj brezhoneg ivez

Sadorn 29 ha Sul 30 a viz Du 2003 :
Staj an diskar-amzer gant Skol An Emsav e ti Kendalc'h (St Visant an Oud). 14 eurvezh brezhoneg d'an daoulamm evit an holl liveoù. Gant plijadur, yezhadur, kemmañ...
Ar staj war-lec'h a vo, evel pep bloaz, e Pask 2004 e Plañvour (Morbihan) er greizenn Amzer Nevez.
Da noz e c'hellomp en em adkavout holl asambles evit ar veilh-hadeg e-lec'h ma vez kanet ha sonet gant ar stajidi pe ar gelennerien o deus degaset o binviji. Hag evel just e vez komzet brezhoneg gant ar stajidi all, ar gelennerien ha tud all.

Muioc'h a ditoutoù :
Skol an Emsav
8, straed Hoche
35000 Roazhon
pgz : 02 98 38 75 83
sae.bzh@wanadoo.fr

Geriadur ar jedoniezh gant Yann-Baol An Noalleg - embannet gant Preder - 180 pajenn - 15 euro

Argeriadur-mañ a c'hoarvez eus an hanc'herioù marilhet e gervaoù

Jedoniezh I, Jedoniezh II, Jedoniezh 6ved ha Jedoniezh 5ved, klokaet gant termenoù skourrouz 'zo eus an diski-blezh n' int ket bet studiet en oberennoù usveneged. Ennañ e vo kavet div lodenn : Brezhoneg-Galleg ha Galleg-Brezhoneg, klokaet en dibenn gant ur roll arouezioù boaziet er Jedoniezh. E-lec'h reiñ despizadurioù evit pep termen - re hir a-gefer gant an danvez pleustret - hon eus kavet gwell o degas en o c'hemperzh. Daveiñ a reomp al lenner d' al levrioù embannet a gent, pe d' ar re er yezhoù all. Setu perak ivez n' hon eus ket berniet delakadennoù o touden anv ur jedoniour. Dav talañ da gentañ penn ouzh an ezhommoù mallusañ ha, diwezhatoc'h, pa vo lusket da vat an deskerezh dre ar brezhoneg, e vo poent a walc'h soñjal en ur geriadur klokoc'h. Evel m' emañ, Geriadur ar Jedoniezh a ginnig peadra da vastañ da ezhommoù o vont adalek al live izelañ betek ar Skol veur. Korvo hon eus tennet eus oberennoù kevatal en alamaneg, galleg, iwerzhoneg, kembraeg ha saozneg.

Geriadur ar Jedoniezh a gemer e lec'h e steudad ar geriadurioù arbennikaet embannet gant Preder. Splann an devez : kendaoliñ da eskordigezh ur vuhez kfredel e brezhoneg, dre ziorren ur yezh resis e-tailh da vezañ ur benveg eus ar c'hentañ war bep tachenn a r vuhez. Un dra heverk kenan ha digunvez eo gwelout ur yezh en arvar evel hon hini o kreskiñ tamm ha tamm, o c'hount domani war-lerc'h domani a r preder, hep nemeur a skoazell... E gwir, n' eus hent treuz ebet. Ne zeuy ar brezhoneg da vezañ ur yezh a sevenadur en-dro, nemet mar bez un araez dreist d' ar re all e pep keñver. Un amveziad ret, hep ket a var, hogen pell a vezañ spirus.

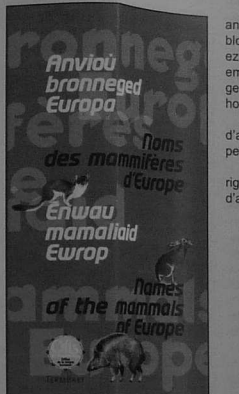
Embannadurioù Preder
19 park Maen meur
29700 Ploevilh
Pgz & Plr : 02 98 55 10 75
preder.coic@wanadoo.fr
www.preder.net

Deiziadur Diwan 2004

Deuet eo er-maez deiziadur Diwan 2004. Ennañ e kaver skeudennoù eus skritelloù festoù-nnoz bet aozet evit sikour ar skolioù a stourm evit difenn

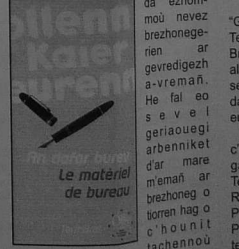
ar brezhoneg abaoe muioc'h evit bloaz. 10 euro an amzer.
Evit e gaout :
Skolaj Diwan Kerper
64, bali ar Frañs
29000 Kemper

Geridurioù nevez Ofis ar brezhoneg

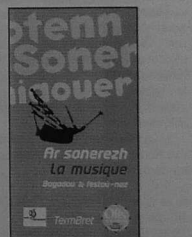


Louen eo Ofis ar Brezhoneg o kinnig deoc'h "Anvioù Bronneg Europa" deuet er-maez nevez zo, mui 6 geriaoueg nevez eus an dastumad "Geriaouegi bihan TermBret".

E 1994 e oa bet savet TermBret, Kreizenn Demmenadurezh, evit bastañ da ezhommoù nevez brezhonegerien ar gevredigezh a-vremañ. He fal eo savet geriaouegi arbennikaet dar mare emañ ar brezhoneg o tiorren hag o c'hounit tachennoù



Ar greizenn vicherel nemet o laboural war an termenadurezh e Breizh eo TermBret. Evit an eil bloavezh eta ez eus bet embannet 6 geriaoueg vihan a c'hell servijout e holl degouezhoù ar vuhez. Reiñ binvioù a dalvoudegezh d'ar vrezhonegerien evit ar vuhez pemdez eo an Ofis pal. Kavet e vo, da skouer, ul levrig gouestlet d'an dafar burev, unan d'ar sonerezh pe d'an dilhad.



Kenembannet ez eus bet div c'heriaoueg evit ar wezh gentañ : hini "ar sonerezh, bagadoù ha festoù-noz" gant Bodadeg ar Sonerion ha hini "ar pesked-mor gant Océanopolis.

Goude embannadur "Geriaoueg ar vuhez foran" e kinnig TermBret deomp hiziv "Anvioù Bronneg Europa". Pederyzh eus al levr-mañ bet savet gant kenlabour sekretouriezh TermBret, izili ar bodadoù labour TermBret ha skolveuridi eus Bro-Gembre.

M'ho peus c'hoant da ghouzout hiroc'h, kit e darepred gant Fulup Travers, sekretouriezh TermBret, 10, straed Naonediz, 35000 Roazhon.
Pgz : 02.23.44.04.37
Plr : 02.23.44.04.39
termbret.ofisr.bzh@wanadoo.fr

[Kinnig labour] 1

Dastum recherche un(e) secrétaire de rédaction internet.
Contrat à durée déterminée de 5 mois à 1/2 temps (remplacement pour congé maternité)

Le poste : Responsabilité de la mise à jour du site internet Dastum, actualisation des calendriers événementiels, animation du réseau de correspondants reportages sonores, annonces diverses.
Dynamisation du site : rédaction d'une newsletter régulière, expositions en ligne (3 ou 4 par an), proposition et organisation d'événements liés au site (concours...)

Le profil souhaité : Bonne connaissance des acteurs de la vie culturelle bretonne, notamment dans le domaine musical. Bonne connaissance générale de l'outil informatique et de la gestion d'un site internet ; une formation complémentaire sera éventuellement assurée. Aisance rédactionnelle en langue française ; la maîtrise du breton, sans être indispensable, serait un plus. Aptitudes relationnelles

Poste basé à Rennes, à pourvoir fin novembre 2003. Adresser lettre de motivation et CV à :

M. le Directeur de Dastum
16, rue de la Santé
35000 Rennes
jmichenaud@wanadoo.fr

[Kinnig labour] 2

Kelenn, centre de formation des écoles Diwan recrute :
- un enseignant de breton
- Expérience exigée notamment dans l'enseignement aux adultes.
- Emploi à temps complet.
Lettre de motivation et CV à adresser à :
Kelenn
BP 1653
64, avenue de la France Libre
29106 Kemper cedex

[Cyber fest-noz]

Quimper, 29 novembre, le Pavillon Fest-deiz à partir de 17 heures,

concert et fest-noz dès 20 heures 30, avec Tri Bleiz Die, Kof ha Kof, Spontus, Pevar Den, Follenn, Termajik, bagad Brieg.
Entrée : 12 euros, dont 1 euro pour le Téléthon et 0 euro pour Diwan.

[Yaouank 2003]

Rennes, les Lices, 21 et 22 novembre, 8 euros la soirée.
Avec : Annie Ebrat-Noluen le Buhe, Gwenfol Orchestra, Kate-Mé, Breizh Paname Connection, Carré Manchot, Pasquet-Barou, Termajik, Bleiz Noz, Emsaverien...
Infos : Skeudenn (02 99 30 06 87)

[Festival européen du film court]

Du 8 au 16 novembre
250 films courts européens.
Rétrospective consacrée à l'Espagne, programme jeune public et panorama Bretagne.
Infos :
Association Côte Ouest
BP 31247
29212 Brest cedex 1
www.film-festival.brest.com

[Repas de soutien aux prisonniers politiques bretons]

Le comité Nantais de la CARB organise un Kig ha fars en de soutien aux prisonniers politiques bretons le dimanche 30 novembre.
À partir de 12h à La Montagne.
13 euros le repas, comprenant apéritif kig ha fars et dessert.
Réservations : 06.98.05.76.14
carbnaoned@iquebec.com

[Stage de Breton]

Skol an Emsav, centre d'enseignement en breton, organise le samedi 29 novembre et dimanche 30 novembre 2003, un stage intensif de breton tous niveaux.
Ce stage intensif, basé sur la dynamique méthode "Brezhoneg Oulpan" permet à l'élève de faire un bond en avant dans l'apprentissage de la langue, ou tout simplement de la découvrir.
Le stage en hébergement

complet aura lieu au centre Per Roy, Ti Kendalc'h à Saint Vincent sur Oust près de Redon (covoiturage au départ de Rennes). Quatorze heures de cours seront dispensés durant ce week-end et pris en charge par une équipe d'une douzaine de professeurs et animateurs. Les enfants des stagiaires seront encadrés par un animateur diplômé (BAFA).

Le samedi soir les stagiaires pourront se retrouver autour de l'accueillante cheminée de Ti Kendalc'h pour une veillée.

Les frais de cours et d'hébergement sont de 75 euros pour les salariés, 60 euros pour les étudiants ou chômeurs.

Renseignements et inscriptions à :

Skol an Emsav
8, rue Hoche
35000 Roazhon
Pgz : 02.99.38.75.83

DIWAN
Bon de soutien

10.000 dons moyens significatifs de 50 euros permettront aux 2.800 élèves de Diwan de poursuivre leur enseignement en langue bretonne et le développement du réseau Diwan.

Je soutiens activement Diwan dans son action pour la sauvegarde de la langue bretonne. Je recevrai un reçu fiscal correspondant à mon don (50% de votre don est déductible des impôts dans la limite de 10% du revenu imposable).

Don de : _____
par :
chèque bancaire
chèque postal

Date : _____
Signature : _____

A envoyer à :
Diwan
BP 147
29411 Landerne cedex

Les articles, dessins, photos pour le prochain Combreton sont à envoyer jusqu'au 19 novembre.

Par courrier :
Combat breton - BP 70215 - 22202 Guingamp cedex
ou par e-mail : combatbreton@wanadoo.fr

Comités de soutien aux prisonniers politiques bretons

Brest : 06.82.18.53.76
Lorient : carb@voila.fr
Guingamp : réunion tous les premiers vendredis du mois (19h30), à Gurunhuel.
Contact : 02.96.43.53.12.
e-mail : guillaume-bzh@libertysurf.fr.
Morlaix-Monts d'Arrée : réunion tous les mois.
Contact au 02.98.26.61.95.
Nantes : réunion tous les 15 jours.
Contact au 06.86.44.53.17.
Quimper : gilles.vial@club-internet.fr
Roazhon : Geroma 06.73.29.80.10
Réunion tous les 15 jours
Saint Nazaire : contact au 06.08.50.46.95.
Paris : contact au 06.24.36.66.35.
Vannes : renseignements au 02.97.46.59.42
Carhaix : Réunion tous les derniers vendredis du mois à 19h à Ti ar Vro. Rens. : 06.17.71.58.05

Coordination Anti-Répressive de Bretagne : www.prizonidi.org
Collectif de femmes : collectifdesfemmes.free.fr
Kengred ha Krogad : kengred-ha-krogad@yahoo.fr
Skoazell Vreizh : www.skoazell-vreizh.org/

Pour envoyer des messages de soutien aux prisonniers via de nouvelles formules en plus du vendredi soir à 23h :
En téléphonant à Radio Bro (01.48.59.22.12) les 1er et 2ème samedi du mois entre 15 et 16 h (émission Startijenn)
Par mail en écrivant à Radio Bro (radio.pays@lemel.fr) et en précisant dans le sujet « Absdem STARTUENN - message de soutien aux prisonniers politiques bretons »



Skoazell Vreizh a besoin de vos dons

Il est grand temps de penser à aider Skoazell Vreizh. L'urgence se fait sentir. N'oublions jamais que des familles de militants bretons emprisonnés ont besoin actuellement de votre aide.
Un geste par un chèque dans l'immédiat qui permettra à Skoazell Vreizh d'apporter le confort nécessaire aux familles des militants emprisonnés, ainsi qu'aux militants détenus.
Vous pouvez fidéliser votre aide en nous demandant le formulaire de prélèvement mensuel, que nous vous enverrons par retour.
Ne jamais oublier que sans Solidarité, il n'y aura jamais de Liberté.

Skoazell Vreizh, 3 stradae Aristide Briand, 44350 Gwenrann.
Tél. 02.40.42.92.94. Fax 02.40.24.81.38.

Ezhomm he deus Skoazell Vreizh eus ho skoazell arc'hant

Poent-bras eo soñjal reiñ sikour da Skoazell Vreizh.
Mali-bras a zo ganeomp.
Arabat disoñjal o deus familhoù emsaverien ezhomm eus ho sikour choazh pi emañt en toulbacz er maez-mañ.
Grit un dra benmak, roit ur chekenn da Skoazell Vreizh a c'hello a-drugarez deoc'h reiñ kalon hag ar pezh a zo ret da familhoù an emsaverien vreizhat toulbacz he pe d'ar bretonidi o-unan.
En un doare reoliek e c'hellit hon sikour ivez, o c'houlenn diganeomp o vefe kaset deoc'h ar baperenn drouzankañ miziek.
Na zisionjt ket. Biskoazh ne vo trech ar Frankiz hep ar C'hengred.

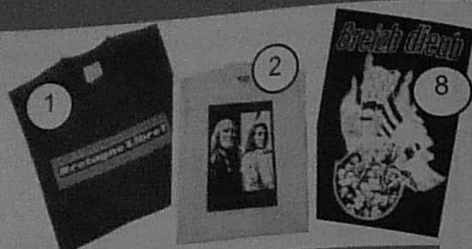
Skoazell Vreizh, 3 stradae Aristide Briand, 44350 Gwenrann.
Pgz. 02.40.42.92.94. Pfr. 02.40.24.81.38.

Vous aussi, rejoignez Emgann!

La liste ci-dessous vous permet de rencontrer nos militants. N'hésitez pas à les contacter.

- Emgann An Alre**
Patrick 06.88.09.83.24.
padrig.korle@wanadoo.fr
- Emgann An Oriant**
Denez 02.97.05.77.27. (tél-fax)
- Emgann Brest**
Erwann 06.82.18.53.76
- Emgann Bro Vreizh**
Lionel 06.63.58.04.00
- Emgann Douarnenez**
Olivier 06.67.11.63.95
combatbreton@wanadoo.fr
- Emgann Gwened**
Fabrice 06.74.59.93.65.
kadoudal@wanadoo.fr
- Emgann Guingamp**
Juliette 06.84.44.17.21.
emgann-guingamp@wanadoo.fr
- Emgann Kreiz Breizh**
Yann 02.98.81.77.58
- Emgann Montroulez - Menez Are**
Didier 02.98.88.72.56
- Emgann Naoned**
Eric 06.10.20.25.80
emgannnaoned@iquebec.com
- Emgann Occitanie**
Stefan 06.09.34.68.39
emgann.occitanie@voila.fr
- Emgann Pariz**
Harry 06.25.34.68.79
emgannpariz@caramail.com
- Emgann Pays de La Mée**
Morvan 02.40.72.30.07
emgann_lamme@yahoo.fr
- Emgann Roazhon**
Lionel 06.63.58.04.00
emgannroazhon@voila.fr
- Emgann Sant-Brieg**
Mati 06.77.99.32.02
emgannsantbrieg@aol.com
- Emgann Sant-Maloù**
Gildas 06.61.34.22.47
emgannsantmalou@yahoo.fr

Ar stal / La boutique



ROCHEDIGOÛ / T-SHIRTS

- 1 Bretagne libre** 13 euros
Ecriture écrue sur fond vert bouteille
Tailles disponibles : L, XL, XXL
- 2 Breizh Amerika** 15 euros
Tailles disponibles : S, M, L, X, XXL
- 3 Gwenn ha du** 13 euros
Tailles disponibles : S, M, L, X, XL, XXL
- 4 Kerzhadeg 99** 9,50 euros
Tailles disponibles : L, XL



ROCHEDIGOÛ / T-SHIRTS

- 10 Rod an avelioù** 16 euros
T-shirt bleu ou rouille impression blanche
Tailles disponibles : S, M, L, XL
- 11 Gwenn ha Che** 15 euros
T-shirt noir impression blanche
Tailles disponibles : S, M, L, XXL



ROCHEDIGOÛ / T-SHIRTS

- 5 Becassine** Motifs en couleur
Tailles disponibles : L, XL, XXL (nevez !)
15 euros
- 7 Nerzh nukleel** 10 euros
Tailles disponibles : XL, XXL
- 8 Peuples solidaires** 12 euros
T-shirt noir impression blanche
Tailles disponibles : M

A BEP SEURT / DIVERS

CD Hommage à
Glenmor



15,50 euros



Garde à vue :
mode d'emploi
Breton/Français

5 euros



Passeport

8 euros

A BEP SEURT / DIVERS



- Fanions Gwenn ha Du**
- 80 x 120 cm : 31 euros
- 55 x 90 cm : 22 euros
- 37 x 47 cm : 7 euros
- 27 x 37 cm : 6,50 euros
- 12 x 18 cm : 3 euros

- Ecusson gwenn ha du** 4 euros
- Poster Breizh Amerika 500 ans** 4,50 euros
61 x 41 cm
- Poster Glenmor** 6 euros
- Poster Code Paysan** 3 euros
- Pin's Triskell** 3 euros
- Pin's Croix celtique** 3 euros
- Briquet Bécassine** 2,30 euros

PEGSUNIOÛ / AUTOCOLLANTS



BZH pour
plaques minéralogiques
1,60 euro

- Avel ar frankiz Ø 10 cm** 1,50 euro
- BZH bihan 5,2 x 3,2 cm** 0,75 euro
- BZH bras 14,7 x 9,2 cm** 1,50 euro
- Gwenn ha du bihan 5,5 x 3,5 cm** 0,75 euro
- Gwenn ha du bras 13,8 x 8,9 cm** 1,50 euro

BON DE COMMANDE (à découper ou à recopier sur papier libre)

Et à retourner accompagné de votre règlement à War Raok Bepred - Ti nevez - 22390 Boulvriag

Description	Taille	Quantité	Prix unitaire	Prix total
ANV HA CHOMLEC'H / NOM ET ADRESSE			Total (hors frais de port)	
			Frais de port 3 euros	
			Total	

Libellez votre chèque à l'ordre de War Raok Bepred